



V  
880



$$\frac{9}{5}$$

6<sup>+</sup>



LETTRES  
ET  
NEGOCIATIONS  
DE M. VAN HOEY;  
AMBASSADEUR A LA COUR  
DE FRANCE,

---

Pour servir à l'Histoire de la Vie du  
Cardinal de Fleury.

---

---

*Da pacem, Domine, in diebus nostris.*

---

A LONDRES,  
Chez John Nourse à l'Agneau, près du  
Temple Bar.

M. DCC. XLIII.

2J  
196  
H68

THE END



# LE LIBRAIRE

*au Lecteur.*

**R**ien de plus à la mode ;  
 & depuis un tems immé-  
 morial , que des Avertisse-  
 mens ou des Préfaces. Un  
 Ouvrage est-il tant soit peu  
 obscur ? Il lui faut nécessaire-  
 ment une Préface des Notes ,  
 un Commentaire. Est-il sujet  
 à caution , & l'Auteur malgré  
 une dose d'amour propre plus  
 ou moins grande dont il ne  
 peut manquer d'être entiché ,  
 craint-il que le Public ne lui  
 ajoute pas foi entière , & ne  
 révoque en doute sa véridicité ?

\*

Vite

ii      *Au Lecteur.*

Vite une Préface pour masquer un Roman en Histoire , c'est alors que l'Auteur s'efforce de vanter sa marchandise , & de se faire passer pour très-véritable & très-sincere. Un grand , un ministre d'Etat , a-t-il payé le tribut à la nature ? Ses funérailles sont à peine finies, le bucher fume encore, qu'on publie & souvent en plus d'un endroit, des Mémoires pour servir à son histoire ; & plus grand est le rôle, qu'il a joué sur le vaste théâtre du monde à la Cour & à l'Armée , plus intéressantes, plus curieuses, souvent même plus scandaleuses sont les anecdotes

dotes : plus nombreux sont les Mémoires qu'on présente pour dévoiler sa politique , sa conduite particuliere , & presque toujours on fait entrer du mystere & du merveilleux dans les choses les plus naturelles , & les événemens les plus ordinaires.

Quoique ces Lettres & Négociations soient quelque chose de si différent de ces sortes d'ouvrages , cependant j'ai cru devoir les faire précéder d'un avertissement : ne fut-ce que pour faire mes excuses à S. Ex. M. Van Hoey , d'oser publier ses lettres & négociations sans sa permission ; mais un Lord

\* ij      non

vj      *Au Lecteur*

empêcher de faire un pas critique , d'où il ne seroit pas si facile de retourner en arrière. Tel est son système , d'ailleurs conforme à ses instructions , & aux négociations qu'il manie depuis si long-tems dans une Cour où il s'est fait estimer & cherir du feu cardinal de Fleury, du R. T. C. lui-même , & de ses autres Ministres. Ainsi , qu'y a-t-il de plus naturel que la conduite & la politique de cet Ambassadeur, qui croit remplir son devoir , & rendre de véritables services aux Etats Généraux , ses Maîtres, en leur envoyant des relations contre les bonnes inten-



intentions de l'Angleterre & des Anglois ?

Les Ministres de la Cour de France , à qui ce système convient si fort , n'oublient rien pour entretenir cet Ambassadeur dans ces idées ; & c'est à quoi tendent toutes les conversations qu'il a avec M. le Cardinal de Fleury , M. Amelot & autres , desquelles il ne manque pas de faire des rapports favorables à la Cour de France , & de les soutenir de ses propres réflexions.

D'un autre côté cette conduite déplaît quelque fois à cet Etat, au point *qu'ils y trouvent des réflexions peu décentes ,*

\* iiij non-

viii *Au Lecteur.*

*non-seulement sur la conduite des Alliés de la République , mais encore sur la conduite & les délibérations de l'Etat même (1).* Mais M. l'Ambassadeur ne change point pour cela de système , ni d'idées. Il prétend , & soutient, (2) qu'il a droit de parler , qu'il le doit même , & veut encore qu'on lui sache gré de son zele & de ses avis. Enfin ses Maîtres lui défendent de joindre ses propres réflexions à ses relations ( 3 ).

Cependant la Reine d'Hongrie & les Alliés de cette Princesse ne font que des efforts

( 1 ) Voyez pag. 182.

( 2 ) Voyez pag. 183. & suivantes.

( 3 ) Voyez pag. 221. & suivantes.

im-

impuissans auprès des Etats Généraux & de leurs Ministres , pour engager leur République à garantir les armes à la main l'exécution de la Pragmatique Sanction. En vain la Cour de Londres & la Nation parlent, agissent & consomment leurs trésors pour susciter de nouveaux défenseurs à cette Princesse , & l'empêcher de succomber sous ses ennemis. En vain l'Angleterre travaille-t-elle à faire entrer ses voisins dans les vûes du bien public, & à assurer l'équilibre en Europe. L'Angleterre parle , agit , négocie inutilement avec des voisins auxquels

\* v

x. *Au Lecteur.*

quels l'entretien du commerce, de la navigation , & de l'amitié avec la France tient lieu de tout.

Comme je suis persuadé que le Public ne manquera pas de faire un accueil favorable à cet ouvrage , je compte qu'il recevra avec la même satisfaction *le recueil de pieces secretes & interessantes , touchant la fameuse question , Si les Provinces-Unies sont obligées de remplir la garentie qui résulte du Traité de Vienne de 1731. quoique la Cour de Vienne n'y ait point satisfait : Et dont je distribue actuellement le tome premier,*

LETTRES



# LETTRES

DE

M. VAN HOEY;

AMBASSADEUR DE L. H. P.

A

M. F A G E L

LEUR GREFFIER.

---

**M**ONSIEUR,

Mercredi dernier j'eus l'honneur  
de voir à Marly M. le Cardinal ,  
qui entama la conversation , en me  
disant que M. le Marquis de Fene-  
lon avoit envoyé à la Cour une

A

autre résolution de L. H. P. prise de concert avec S. M. Britannique , au sujet des instances de la Reine de Bohême pour être secourue. Il me dit qu'il avoit trouvé cette dernière résolution assez conforme à celle dont je lui avois fait part quelques jours auparavant , ajoutant qu'il étoit informé que , suivant toute apparence , L. H. P. prendroient une troisième résolution sur le même sujet.

Je répondis que la résolution que M. le Marquis de Fenelon avoit envoyé étoit celle que j'avois déjà annoncé auparavant à S. E. & que , suivant ce qui m'étoit revenu , la raison pourquoi elle avoit suivi de si près la communication que je lui avois faite en confidence du sujet des fréquentes conférences tenues avec M. Trevor , étoit vraisemblablement que les délibérations de L. H. P. avoient été poussées jusqu'à la conclusion beaucoup plutôt qu'on n'avoit pû prévoir ; & au reste , que je n'avois aucune con-

noissance d'une troisième résolution qui concernât cette matiere.

Après cela je tâchai de découvrir ce qu'on doit attendre de l'esprit pacifique de cette Cour , pour éteindre le feu de la guerre allumée si violemment en Silésie; mais S. Em. ne me donna pas de réponse directe. Elle réitéra seulement les plaintes sur les mouvemens que l'Angleterre se donne pour susciter des ennemis à la Couronne de France , & former une puissante ligue contre elle ; ce qui obligeoit la France à ne penser uniquement qu'à sa propre défense & à sa sûreté , & par conséquent l'empéchoit de se mêler des affaires des autres. Il ne manque pas ici de donneurs de conseil , qui tâchent de faire comprendre à cette Cour que les Anglois ont parfaitement réussi à donner à plusieurs Puissances de la jalousie & ensuite de la haine & de l'aversion pour elle , & que le véritable dessein de l'Angleterre est d'attirer à elle le Roi de

Prusse de quelque maniere que ce soit. D'où ils tirent la conclusion que l'intérêt de la France est de ménager ce Prince , & de ne pas faire cesser les troubles qui sont ailleurs , puisque tant que la mauvaise disposition à l'égard de la France sera si générale , il n'y a rien qui puisse mieux assurer son repos , que la division entre les autres Puissances.

On est ici extrêmement embarrassé au sujet de l'Amérique Espagnole , parce que l'on voit clairement que l'Espagne , & la France réunies , ne sont pas assez puissantes pour se maintenir long - tems contre les forces supérieures de l'Angleterre ; & parce qu'il est certain , que regardant la conquête de l'Amérique par l'Angleterre comme une perte inestimable pour la France , il n'y a rien qu'on ne tente pour prévenir un si grand malheur.

Enfin , je suis toujours de plus en plus dans l'opinion que le salut de l'Europe consiste uniquement en



ce que l'Angleterre fasse quelque démarche réelle pour rétablir l'amitié avec la France ; & je suis toujours plus fortement persuadé que les suites de cette démarche seroient aussi heureuses que j'ai eu l'honneur de le marquer plusieurs fois ; mais il n'y a point de tems à perdre , puisque par les mesures opposées que l'on pourroit prendre des deux côtés , il est impossible que les choses restent dans leur entier , & que la rupture n'éclate.

J'ai parlé aussi à M. le Cardinal de la résolution du 12 Avril au sujet des différends avec le Danemarck ; & il m'a répondu que non-seulement en cette occasion , mais encore dans toutes celles qui se présenteront , sa Cour fera voir combien véritablement la tranquillité de la République lui tient à cœur.

M. le Marquis d'Antin est trépassé de mort naturelle ; ainsi le bruit répandu qu'il avoit été mor-

( 6 )

tellement blessé en duél se trouve-  
roit sans fondement.

Je suis , &c.

*Paris le 5 Mai 1741.*

\*\*\*\*\*

## L E T T R E

*du même au même.*

---

M O N S I E U R ,

Mardi étant à Versailles , j'eus  
l'honneur de voir M. le Cardinal  
& M. Amelot , & par la conversa-  
tion que j'eus avec ces Ministres ,  
je me confirme de plus en plus  
dans ce que j'ai eu l'honneur de  
vous mander plusieurs fois de la  
disposition parfaite de cette Cour ,  
à contribuer par tous les moyens  
possibles à ce qui peut tranquilliser  
cet Etat , augmenter & affermir l'a-  
mitié entre les deux Nations.

Le long retardement des nou-

velles des succès que peuvent avoir eu les Anglois devant Carthagene , est cause que le Public se flatte ici de plus en plus de l'espérance que cette Ville résistera à leurs efforts ; mais la Cour est toujours dans les mêmes craintes , & continue d'appréhender de la maniere la plus forte , les suites dangereuses des entreprises des Anglois sur les Indes Espagnoles.

Il me paroît toujours que , comme l'on suppose ici que le grand objet de la politique des Anglois se réduit à présent à pouvoir réussir dans ladite entreprise , toutes les pensées de la Cour de France tendent uniquement à la faire échouer ; & que , comme pour cette fin on tâche par quelque diversion de ce côté , à mettre l'Angleterre hors d'état de l'exécuter , on s'applique du côté de l'Angleterre à empêcher la France d'y faire quelque opposition considérable.

La chose étant telle , & trop visible pour pouvoir laisser aucun

A iiij

lieu d'en douter après tant de marques évidentes des intentions des deux Cours , il s'ensuit que l'on ne peut assez prendre à cœur la pacification entre l'Espagne & l'Angleterre ; cette œuvre étant devenue indispensable pour faire réussir le projet du rétablissement du repos de l'Europe.

On m'entretient encore , & souvent des motifs touchés dans plusieurs de mes précédentes , & particulièrement dans celle du 9 du courant , lesquels font juger ici que L. H. P. devroient se charger de ce grand & important Ouvrage , & l'avancer avec tout le zèle possible.

Je ne laisse pas d'alléguer les avanies que les Espagnols font aux sujets appartenans à des Sujets de l'Etat , & les plaintes légitimes qu'il est fondé à en faire contre l'Espagne.

La réponse que je reçois là-dessus , est que l'on est fort éloigné de vouloir justifier la conduite du

gouvernement Espagnol , puisqu'on n'y a pas plus de ménagement pour la Nation Françoisse. Mais qu'il faut considérer , que ce n'est là qu'un mal passager & réparable au principal ; au lieu que si les Anglois venoient à bout de se rendre maîtres de l'Amérique Espagnole , ou bien de son commerce , ils couperoient absolument les nerfs & les arteres à cette Nation aussi-bien qu'à la Nôtre.

On ajoûte que nous trouverons nécessairement une réparation solide de nos griefs dans le succès des louables efforts que L. H. P. employeroient dans cet ouvrage de pacification , & que par le même moyen , il y seroit pourvû pour l'avenir ; & qu'en tout cas L. H. P. peuvent y travailler avec sûreté , puisqu'il y a de la gloire à acquérir , & qu'il n'en sçauroit résulter aucun préjudice.

On se rappelle aussi la vigilance que L. H. P. ont marquée ci-devant durant la grande guerre , & à

la paix d'Utrecht & leur attention à empêcher les Anglois d'attenter sur l'Amérique Espagnole , comme aussi la jalousie que la République témoigna des avantages qu'ils auroient voulu stipuler en faveur de leur commerce dans ces endroits. Desorte que quand la Cour de France compare cette politique avec l'indifférence que L. H. P. font paroître présentement, que les Indes Espagnoles se trouvent dans un péril évident & manifeste d'être subjuguées totalement par les Anglois , on en infere que la Cour de Londres détourne l'attention de L. H. P. en leur peignant d'autres dangers , ou en les flattant de l'espérance d'une partie des conquêtes , ou enfin en les amusant de promesses spécieuses de n'avoir que des vûes modérées.

A quoi la Cour de France croit ne pouvoir opposer autre chose sinon de s'efforcer de dissiper , par toutes sortes de voye , la chimere des desseins ambitieux que l'on met

fur le compte de cette Couronne , par le moyen desquels l'Angleterre cherche sans cesse à effrayer la République ; & l'on souhaite d'autant plus ici d'y pouvoir réussir , que la dissipation inutile des forces de l'Etat , l'accroissement des méfiances entre les deux Nations , & enfin la rupture du lien de leur amitié mutuelle , ( toutes suites nécessaires & fatales de ces soupçons conçus mal-à-propos ) ne sçauroient être évités d'une autre manière. Car , pour ce qui regarde les deux moyens susdits par lesquels l'Angleterre voudroit intéresser la République dans ses entreprises sur l'Amérique , ou du moins détourner son attention , l'on ne sçauroit se figurer ici que l'Etat veuille se mettre , pour ainsi dire , en société avec le Lion & chasser avec lui , ni qu'il soit possible d'imaginer aucun autre moyen par lequel le commerce général desdites Indes , tant pour l'Etat que pour toutes les Nations , puisse être assuré autrement qu'en

mettant fin à cette guerre entre l'Espagne & l'Angleterre , sous des conditions , par lesquelles d'un côté le commerce frauduleux fut bridé , autant qu'il seroit possible , & de l'autre les Nations intéressées pourroient sans crainte faire voile vers leurs Colonies.

Au reste , l'on est toujours ici dans l'idée que l'égalité de toutes les Nations , dans ce commerce , seroit le seul moyen de les en faire jouir toutes tranquillement ; puisque cette égalité seroit le fruit d'une garantie naturelle & nécessaire d'une Nation pour l'autre , la cause de l'une devenant absolument la cause de l'autre , & par conséquent la cause commune de tous. Au lieu que le desir d'être avantagé par-dessus d'autres Nations , doit nécessairement produire la rupture de cette garantie naturelle , de même que plusieurs autres effets préjudiciables à tous.

Je ne puis me dispenser d'ajouter encore ce que M. le Cardinal m'a



dit dans la dernière conversation.

» Les Anglois , dit ce Ministre ,  
 » ont tort de me croire leur enne-  
 » mi. Il ne tient qu'à eux d'avoir  
 » des preuves réelles du contraire.  
 » Qu'ils se mettent pour un mo-  
 » ment à notre place , & qu'ils  
 » agissent envers nous comme ils  
 » prétendroient justement que nous  
 » en usassions avec eux en pareille  
 » occasion.

Je suis , &c.

*Paris le 23 Juin 1741.*



## L E T T R E

*Du même au même.*

---

**M**ONSIEUR ,

Mardi passé j'ai vû M. Amelot  
 ici , le Roi ne se trouvant point ce  
 jour-là à Versailles ; & quoique

S. E. ne me dit point directement que la Cour de France avoit une copie , ou du moins un précis de la résolution de L. H. P. du 19 du mois passé , en réponse aux propositions faites par le Lord Stair , je me suis néanmoins apperçu que cela est.

Il m'a paru encore à cette occasion , que comme on ne souhaite rien tant ici que de parvenir à ce qui pourra affermir & assurer la bonne amitié entre les deux Nations , il auroit été , & seroit encore très-agréable , que L. H. P. trouvassent bon , pour lever toute défiance , de fermer tout - d'un-coup la porte aux propositions que font les Anglois pour entraîner la République dans une guerre contre cette Couronne. Car connoissant ici le grand intérêt qu'a l'Angleterre d'y parvenir , afin de faciliter ses vûes , on est persuadé qu'elle se mettra , pour ainsi dire , en mille postures & plis , & ne négligera rien pour suborner enfin la

République , & la faire donner dans ses idées.

Vous sçavez , Monsieur , que de ce côté-ci , on juge que la mésintelligence entre la République & cette Couronne est le moyen le plus propre pour l'Angleterre pour parvenir à son but , & que , pour cette fin , on ne pourra assez éviter de part & d'autre tout ce qui sera capable d'y contribuer.

En attendant , la résolution de L. H. P. est regardée ici dans le Public , & parmi les Ministres Etrangers , comme tout-à-fait négative. Desorte qu'un chacun ne sçauroit assez exalter la haute sagesse de L. H. P. au milieu de tant de tentatives , ni les louer dignement de ce qu'elles embrassent avec tant de fermeté la paix , ce bien si cher , & de ce qu'elles continuent d'en faire recueillir à leurs Sujets les agréables fruits , pendant que presque toute l'Europe se trouve ravagée , & ruinée par les armes , & que le reste se ressent de

ce fleau , quoiqu'un peu plus légèrement.

Une personne de distinction , de beaucoup de jugement , & fort portée pour la République , duquel j'ai cru nécessaire de rapporter plus d'une fois à L. H. P. les sentimens , me parla il n'y a que quelques jours de la susdite résolution , en me disant qu'il croyoit fermement qu'il étoit inutile de vouloir engager la République dans une guerre , pour le maintien de l'équilibre , puisque cet équilibre , à l'égard de la République , par l'état où se trouvent présentement les affaires , est monté à son plus haut période , autant que cela se puisse , humainement parlant , & que les deux Puissances voisines qui peuvent donner quelque ombrage à la République , sçavoir la France & la Prusse , ont toutes les deux un égal intérêt d'empêcher que l'une ou l'autre ne s'aggrandisse. Encore moins souffriroient-elles que ce fût aux dépens de l'Etat , qui est une  
barrière

barrière commune pour toutes les deux ; sur quoi il concluoit , que la République devoit faire d'autant plus de fonds sur l'amitié des deux Puissances , que leur propre intérêt portoit nécessairement à vivre dans une parfaite harmonie avec elle. A quoi il ajoûtoit encore pour finir , que la bonne intelligence entre la France & l'Etat , étoit le seul contre-poids pour soutenir la balance de la navigation libre , & du commerce. Mais , lui répondis-je : » Que pourra faire la République en cas que la France & la » Prusse fussent d'accord pour s'en » rendre maîtres ?

Il me répondit 1°. par une autre question , en me demandant qu'auroit fait la République , si la France & la Maison d'Autriche avoient fait un pareil complot ? 2°. Il s'efforça de me faire comprendre pourquoi un pareil complot étoit tout-à-fait impossible , sçavoir par la différence des Religions dont les Rois de France & de Prusse faisoient

B

profession , & que ces deux Puissances , sous le prétexte de vouloir travailler à l'aggrandissement de la foi , ne pouvoient point s'associer pour songer à des entreprises si dénaturées & si pernicieuses.

M. Amelot m'a dit encore que le même soir de l'action de Fraüenberg , les Autrichiens avoient été chassés du Village de Sahai , & qu'ils s'étoient retirés dans le bois qui est aux environs ; ce qui avoit terminé l'action , & que de-là ils avoient pris sur le champ la route de Budweis.

Il me dit de plus , que M. le Maréchal de Broglie s'étoit rendu maître le lendemain d'une petite Ville appelée Tein , sur la Moldaw , où il y avoit une garnison d'Autrichiens.

L'Armée de ce Maréchal campe présentement en-de-çà de cette Rivière , de l'autre côté de Tein.

L'Armée Autrichienne , sous le Prince Charles de Lorraine , s'est postée à Haber , près de Dui-

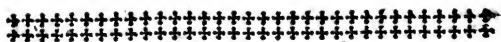
senbrood , où on dit qu'elle a reçu un renfort de deux Régimens de Cavalerie & de deux d'Infanterie.

Le Duc d'Harcourt se trouvant actuellement avec ses Troupes près de Deckendorff , y a reçu un renfort considérable ; desorte qu'il est fort supérieur au Comte de Kevenhuller.

Le Maréchal de Belle-Isle est parti deux jours après l'action de Fraüenberg pour se rendre auprès du Roi de Prusse , & si-tôt qu'il fera de retour à l'Armée sur la Moldaw , le Maréchal de Broglio en partira pour aller prendre le Commandement de celle qui est en Baviere.

. Je suis , &c.

*Paris le 23 Juin 1741.*



## INSTRUCTION

*De L. H. P. envoyée à M.  
Van Hoey leur Ambassadeur  
à Paris.*

---

MONSIEUR,

Comme l'on est parvenu à avoir une copie fidelle de la résolution que les Etats Généraux ont prise sur les propositions de neutralité que M. le Cardinal de Fleury & M. Amelot ont faites à M. Van Hoey, Ambassadeur de L. H. P. & sur les discours que ces deux Ministres lui ont tenus par rapport aux dispositions où l'on seroit en Hollande d'entrer en guerre contre la France, on en donnera ici le contenu mot pour mot. Il est remarquable que le mot de *neutralité* n'y est point décliné, mais au contraire qu'elle s'y trouve rejetée



tacitement par tout ce que l'on y dit  
 de l'observation de leurs engage-  
 mens en général , & en particulier  
 de leurs alliances défensives , &  
 sur-tout par la protestation par la-  
 quelle l'on finit , en disant : Que  
 L. H. P. sont résolues de contri-  
 buer au maintien de leurs allian-  
 ces , paix & amitié avec la France ,  
*autant que la chose sera praticable.* La  
 résolution est du 19 du courant , &  
 voici ce que L. H. P. y ordonnent  
 à M. Van-Hoey leur Ambassadeur  
 de donner pour réponse.

» Que L. H. P. ont appris, avec  
 » une extrême surprise , par la Let-  
 » tre du 29 Novembre, qu'on pa-  
 » roissoit être persuadé en France  
 » que L. H. P. sont disposées à  
 » entrer dans une guerre générale  
 » contre cette Couronne. Qu'elles  
 » sont très - satisfaites des efforts  
 » qu'il a faits pour détruire une opi-  
 » nion si universelle & si peu fon-  
 » dée. Qu'elles le chargent de con-  
 » tinuer ses soins pour cet effet ; lui  
 » ordonnant de ne se point laisser

» d'affurer que L. H. P. sont infi-  
 » niment éloignées d'avoir de telles  
 » dispositions , & qu'elles ne peu-  
 » vent concevoir ce qui peut avoir  
 » occasionné un tel soupçon , bien  
 » assurées que leur conduite ne peut  
 » y avoir donné sujet. Qu'elles pen-  
 » sent qu'il est notoire à tout le  
 » monde , qu'elles ne desirant rien  
 » davantage que la continuation de  
 » la tranquillité & de la paix , &  
 » qu'elles sont si éloignées de vou-  
 » loir y donner la moindre atteinte ,  
 » qu'elles souhaitent de tout leur  
 » cœur , non-seulement de pou-  
 » voir la conserver , mais même de  
 » la rétablir là où elle est troublée.

» Que contentes de leurs éta-  
 » blissemens , & n'en desirant point  
 » du tout l'aggrandissement , elles  
 » font consister leur véritable inté-  
 » rêt dans la conservation de la  
 » paix & du repos dont elles jouis-  
 » sent , & dans la possession paifi-  
 » ble de leurs Etats & Pays.

» Qu'à cette fin elles ont tou-  
 » jours eu grand soin d'observer

» saintement les Traités & les en-  
 » gagemens qu'elles ont contractés  
 » avec S. M. T. C. & continuent  
 » d'être dans les mêmes sentimens ;  
 » ne pouvant de leur côté que se  
 » louer des semblables dispositions  
 » où elles ont trouvé la France ;  
 » dispositions qu'elles espèrent de  
 » trouver également dans la suite.

» Que songeant sans relâche à  
 » remplir religieusement leurs en-  
 » gagemens , & n'en ayant con-  
 » tracté aucun qui tende à offenser  
 » quelque Puissance que ce soit ;  
 » mais ayant seulement fait des al-  
 » liances défensives , elles présu-  
 » ment généralement que les Puif-  
 » sances avec lesquelles elles ont  
 » contracté , sont dans de sembla-  
 » bles dispositions ; & en particu-  
 » lier elles se reposent , ainsi qu'elles  
 » l'ont fait jusqu'à présent , sur les  
 » Traités qu'elles ont faits conjoin-  
 » tement avec la Grande Bretagne  
 » & la France en l'an 1717 ; & elles  
 » s'attendent & comptent pour  
 » chose certaine , que comme de

„ leur côté elles veulent demeurer  
 „ exactement dans les termes de  
 „ ces alliances défensives ; de mê-  
 „ me le cas arrivant qu'elles fussent  
 „ obligées de réclamer la foi de ce  
 „ Traité , elles en obtiendront , de  
 „ la part de la France , l'exécution  
 „ entière & nécessaire à leur défen-  
 „ se & à leur sûreté.

„ Que comme la droiture de  
 „ leurs sentimens est éloignée des  
 „ dispositions qu'on pourroit mal-  
 „ à-propos leur attribuer , aussi ne  
 „ peuvent-elles rien voir dans leurs  
 „ démarches qui ait pû fournir  
 „ matière à révoquer en doute la  
 „ sincérité de leurs bonnes inten-  
 „ tions.

„ Qu'il est vrai que depuis quel-  
 „ que tems elles ont augmenté  
 „ leurs Troupes ; mais que ces  
 „ augmentations , non plus que  
 „ celles qu'elles pourroient faire  
 „ dans la suite ne doivent pas don-  
 „ ner le moindre ombrage à per-  
 „ sonne , & beaucoup moins à la  
 „ France, n'ayant uniquement pour  
 objet

„ objet que leur propre sûreté.  
 „ Que quoique les troubles ac-  
 „ tuels ne regardent pas directe-  
 „ ment la République , cependant  
 „ la guerre est allumée en divers  
 „ endroits , & que même leurs  
 „ Frontières se trouvent investies  
 „ par un grand nombre de Trou-  
 „ pes de différentes Puissances , il  
 „ ne doit pas sembler étrange ,  
 „ que par cette raison L. H. P.  
 „ soient obligées d'avoir un plus  
 „ grand soin du repos de leurs Su-  
 „ jets , & de veiller plus exacte-  
 „ ment à la sûreté du Pays qu'elles  
 „ n'avoient accoutumées de faire  
 „ dans les tems de tranquillité &  
 „ de paix.

„ Qu'aussi ne se sont-elles point  
 „ mêlées , comme elles ne sont pas  
 „ dans l'intention de le faire , des  
 „ choses dont leur engagement ne  
 „ les oblige pas de se mêler. Car ,  
 „ quoique l'Election d'un Roi des  
 „ Romains , ou d'un Empereur ,  
 „ ne soit pas une affaire qui puisse  
 „ leur être indifférente , soit à cause

„ du voisinage , soit pour d'autres  
 „ raisons , cependant elles ne s'en  
 „ sont mêlées , ni directement , ni  
 „ indirectement , & n'ont pas l'in-  
 „ tention de s'y ingérer : mais de  
 „ le laisser faire à l'Empire , à qui  
 „ cela appartient , espérant que  
 „ l'Élection tombera sur un Prince  
 „ dont le gouvernement tendra  
 „ non-seulement au plus grand  
 „ bien de l'Empire , mais qui sera  
 „ même porté à entretenir & à cul-  
 „ tiver la paix , l'amitié & le bon  
 „ voisinage avec les Pays limitro-  
 „ phes , & en particulier avec les  
 „ Etats de L. H. P.

„ Que véritablement un grand  
 „ nombre de Troupes assemblées  
 „ près de leurs Frontières a pû  
 „ donner de l'inquiétude à L. H.  
 „ P. mais qu'elles se sont entie-  
 „ rement confiées aux assurances  
 „ très-agréables pour elles données  
 „ par M. le Marquis de Fenelon ,  
 „ Ambassadeur de France , qui leur  
 „ a déclaré , que la marche de ces  
 „ Troupes n'étoit point dirigée



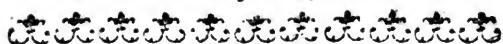
„ contre les Etats & Pays de la  
 „ République , ni même contre  
 „ leurs voisins , sous lesquels l'on  
 „ doit comprendre principalement  
 „ les Pays-Bas Autrichiens avec  
 „ lesquels elles ont une si étroite  
 „ union. Desorte que dans cette  
 „ confiance elles persistent à croire  
 „ que ces assurances seront en effet  
 „ réalisées par S. M. T. C. &  
 „ subsisteront dans toute leur force.  
 „ Que M. l'Ambassadeur Van  
 „ Hoey doit de plus assurer en gé-  
 „ néral , que les souhaits & l'inten-  
 „ tion sincere de L. H. P. sont ,  
 „ que la paix , l'amitié & l'alliance  
 „ entre S. M. & elles puissent durer  
 „ long-tems & à jamais. Que de  
 „ leur côté elles sont résolues d'y  
 „ contribuer autant que la chose  
 „ sera praticable , & qu'elles espe-  
 „ rent pareillement du Roi T. C.  
 „ qu'il continuera d'avoir la même  
 „ affection pour la République ,  
 „ & ne la soupçonnera plus de  
 „ choses absolument contraires à  
 „ ses intentions , sa conduire ne

d'autres Puissances à augmenter aussi leurs Troupes. Il ne m'appartient pas de pousser mes conjectures plus loin , & je ne puis que souhaiter bien sincèrement , que l'allarme qu'on s'efforce de répandre , tant dans le Corps de la République ; que parmi le Peuple , n'ait pas les suites fâcheuses qu'on peut en appréhender. Je prie V. Ex. d'être persuadée de tous les sentimens de confiance & de cordialité avec lesquels je fais profession de l'honorer.

*A Versailles le 18 Janvier 1742.*

Le Cardinal DE FLEURY.





## L E T T R E

*De Monsieur l'Ambassadeur  
Van Hoey à M. le Greffier  
Fagel.*

---

M O N S I E U R ,

J'eus l'honneur Mardi dernier de voir M. le Cardinal & M. Amelot à Versailles. Je fus d'abord chez M. Amelot ; & j'entamai la conversation , en disant à ce Ministre que les Etats Généraux étoient constamment dans le même desir de cultiver l'amitié la plus parfaite avec cette Couronne. Mais S. E. me répondit : „ Quel fonds voulez-  
„ vous que nous fassions sur des  
„ assurances verbales , surtout lorsqu'elles se démentent par les  
„ effets ? N'y a-t-il pas un membre  
„ des Etats mêmes , qui après

„ avoir acquis beaucoup de crédit  
 „ parmi le peuple , & captivé sa  
 „ bienveillance , entreprend par des  
 „ Ecrits publics de faire soulever la  
 „ multitude , afin d'obliger les  
 „ Etats à la guerre ? Et quelle au-  
 „ tre chose , que l'espérance d'un  
 „ succès certain , ajoûta ce Mi-  
 „ nistre , a pû flater cet Ecrivain  
 „ de l'impunité d'un pareil atten-  
 „ tat ? „ Ma réponse consista partie  
 en ce que je fis comprendre que  
 ces Ecrits n'étoient que des jeux  
 d'esprit & des fictions poétiques ;  
 qui de tout tems avoient trouvé  
 tant d'indulgence , qu'il étoit passé  
 en proverbe de dire , *qu'aux Poètes*  
*& aux Peintres tout est permis :* &  
 partie en ce que j'insinuai , qu'en  
 tout cas je m'assurois que l'on étoit  
 trop équitable , pour porter sur les  
 paroles d'un seul Membre , quel-  
 ques téméraires qu'elles pussent  
 paroître , des jugemens désavanta-  
 geux de la sincérité de tout un  
 Etat.

Là-dessus M. Amelot lut la tra-

duction des deux pieces en Vers l'une après l'autre , disant qu'il étoit inutile de vouloir justifier un Auteur qui découvroit si clairement ses pernecieux desseins.

Par rapport à la seconde partie de ma réponse , S. E. me dit la même chose que M. le Cardinal m'avoit déjà dite Vendredi passé : sçavoir que sûrement la République conserveroit sa liberté aussi long-tems que l'on reconnoitra que son interêt le plus naturel & le plus décidé consiste dans sa constante amitié avec cette Couronne ; mais que le période de sa chute paroissioit prochain , lorsqu'on machinoit impunément de tout bouleverser : cette impunité prouvant , combien le Gouvernement avoit peu d'autorité , & jusqu'où alloit la connivence des uns , & la timidité des autres.

Je ne manquai point de faire usage de tout ce que pût me fournir cette matiere , pour dissiper les sinistres idées de ce Ministre ; mais

il me répliqua que j'avois beau dire tout ce que je pouvois imaginer ; que pour lui il considéroit la République comme se trouvant en plus grand péril par la disposition où étoient les esprits , qu'elle n'avoit jamais été cy-devant ; cependant que celui que Dieu garde est bien gardé ; pour lui , qu'il souhaitoit de tout son cœur que tout tournât au plus grand bien de la République.

Après cela , j'eus l'honneur de voir M. le Cardinal , qui me parût fort émû de la teneur des deux pièces en Vers , disant que le rang qu'occupe l'Auteur dans le Gouvernement , donne nécessairement du crédit à la sanglante calomnie de corruption , par laquelle il tâche de flétrir dans ses Vers tant d'intègres & illustres Régens de cette République.

Le cœur tendre de M. le Cardinal , qui se porte toujours à souhaiter le bien de la République , & à rendre justice à la sagesse du

Gouvernement , me fournit le moyen de le tranquilliser , & fut cause , que par rapport à la conservation du repos de l'Etat , j'eus moins de peine à remettre son esprit dans l'assiette où je le trouvai Dimanche dernier.

Dans notre entretien , S. Em. observa que dans un Etat les suites d'un danger chimérique n'étoient pas moins à craindre que celle d'une maladie imaginaire dans un corps que la multitude des remèdes affoiblissoit & détruisoit enfin entièrement. Comme il m'est revenu que contre la bonne foi , les Ennemis de l'Etat donnent des avis , comme si cette Cour avoit dessein de former vers le Printems prochain un Camp formidable sur les frontieres des Pays-Bas Autrichiens , & un autre sous le Canon de Liège. Je demandai à M. le Cardinal ce qui en étoit , mais S. Em. me répondit que c'étoit un mensonge de la même espèce que tant de milliers d'autres , qu'on avoit mis en œuvre depuis

le commencement , à dessein de faire tourner la tête à tout l'Etat, & de l'induire à prendre de fausses mesures. La conclusion de son discours fut , que celui qui aime le péril , y périssoit ordinairement : mais que l'affection de la France étoit telle , qu'à moins que la République ne rendit la chose tout-à-fait impossible , cette Couronne ne manqueroit jamais en aucune occasion , de faire voir par des effets réels , combien elle s'intéresse à la conservation & à la prospérité de l'Etat. Je fus voir le même jour tous les autres Ministres d'Etat , qui sur ces pieces de Vers me tinrent tous le même langage que M. le Cardinal & M. Amelot.

*Piece ajoutée à cette dépêche.*

„ Un Député de la Province de  
 „ Frise aux Etats Généraux , jeu-  
 „ ne homme vif , spirituel , sça-  
 „ vant & bon patriote , vient de  
 „ publier deux pieces en Vers qui

„ font beaucoup de bruit. L'une a  
 „ seize strophes de quatre Vers cha-  
 „ cune ; c'est une application de  
 „ quelques Odes d'Horace à la si-  
 „ tuation présente de la Républi-  
 „ que qui parle. L'autre piece est  
 „ d'environ cent Vers Elégiaques :  
 „ c'est une allégorie de l'histoire de  
 „ Léonidas , Défenseur de la liber-  
 „ té de Lacédémone & de la Grece,  
 „ & de l'entrée de Xerxès aux Ther-  
 „ mopyles , après que ce Monarque  
 „ des Perses eût trouvé le moyen  
 „ de désunir les Grecs. Le tout est  
 „ appliqué par l'Auteur à la cir-  
 „ constance présente , afin de por-  
 „ ter les esprits à une augmenta-  
 „ tion de Troupes , & à entrer en  
 „ guerre. „  
 Je suis

MONSIEUR ,

Votre , &c.

*Paris , 16. Fevrier 1742.*

---

 L E T T R E

*Du même au même.*

---

M O N S I E U R

Mardi passé je vis M. Amelot , & j'appris de S. Ex. que suivant les derniers avis qu'il avoit reçus , la fermentation dans les esprits alloit toujours en croissant , jusques-là qu'on croyoit publiquement dans les Provinces Unies , qu'il devoit se faire une troisième augmentation de Troupes , & en même-tems un *Stadhouder* , pour se sauver tant de la France que de la Prusse. La conséquence que tira de-là ce Ministre , c'est que ce mal ne sçauroit diminuer , tant que l'on ne s'efforcera pas d'en déraciner la cause ; & que cette levée de bouclier faisoit voir clairement qu'on se mé-



fioit de la France , malgré les assurances données pour resserrer les liens de l'amitié , lesquelles lui avoient paru être les moyens les plus réels pour guérir cette inquiétude , qu'on devoit retrancher du Corps de l'Etat comme un Chancre mortel. Qu'il n'y avoit rien de plus sûr , que cette allarme généralement répandue , provenoit des insinuations artificieuses des Ennemis de la République. Qu'il ne lui paroïssoit pas impossible que ces mêmes Ennemis entraînaient l'Etat dans une ruine totale. Qu'il étoit également certain que les maximes immuables & constantes des Anglois étoient 1°. la diminution de la Navigation & du Commerce de l'Etat , aussi-bien que celle des forces navales. 2°. L'entretien de la mésintelligence entre l'Etat & la Couronne de France pour faire dépendre d'eux la République , & lui donner la Loi. A quoi , continua-t-il , on peut ajouter deux autres considérations , sçavoir , que

les Anglois cherchent à envelopper la République dans une guerre avec cette Couronne , jaloux qu'ils sont de la voir prospérer , & sa navigation fleurir par la conservation de la paix , tandis que la leur se détruit par la guerre ; & qu'ils comptent de pouvoir donner par la République assez d'occupation à la France pour qu'elle ne puisse plus s'opposer à leur dessein , qui est de se rendre maîtres des Indes Espagnoles Occidentales.

Par-là on voit clairement l'opinion qu'on a ici du grand crédit que l'Angleterre s'est acquis dans la République ; ce qui pourroit engager la Couronne de France à se mettre en état de n'avoir rien à craindre de la mauvaise volonté des Anglois , qui tendent à exciter la République à prendre les Armes contre la France.

J'ai bien fait mon possible pour désabuser M. Amelot , mais inutilement ; & depuis ce jour-là , jusqu'à ce Mercredi au soir , je n'ai  
pû

peu de temps  
travaux de construction

leur nombre

De 1870

pour les

de la ville

scavoir : 1. La

jeune fille

de l'école

une jeune fille

lui avoir

S. La

une jeune fille

une

une

une

une

une

une

une

une

une

une

une

une

une

une

l'Angleterre donna la Loi à la République, & sçut la tenir dans sa dépendance : comme aussi qu'il auroit été très-aisé à cette Couronne après la mort de Charles II. Roy d'Espagne, de s'allier avec la République pour détrôner Philippe V. quoiqu'elle l'eût reconnu solennellement peu de tems auparavant. Desorte qu'aujourd'hui il ne sera pas plus difficile aux Anglois de faire faire à la République des efforts qui surpassent ses forces, & qui conséquemment ne peuvent tendre qu'à l'abîmer. Vous jugerez aisément, Monsieur, qu'il n'y a rien de plus certain, que comme il a réussi aux Ennemis de la République d'y semer la méfiance contre la Couronne de France, il pourra aussi leur réussir d'imprimer dans le cœur de cette Cour la même méfiance réciproque contre la République, au sujet de la grande augmentation des Troupes de celle-ci.

Il est vrai que les conséquences

d'une si grande fermentation sont pernicieuses , mais il ne sera pas impossible d'y remédier , surtout si leur H. P. ont une véritable intention de conserver la Paix & l'amitié avec cette Couronne , de convenir de tels remèdes qu'elles pourront juger capables d'affermir la bonne intelligence.

J'en étois-là , lorsque je reçus la réponse du Cardinal à mon Billet , laquelle j'ai l'honneur de joindre à cette Lettre , afin que vous voyez la maniere gracieuse avec laquelle S. Em. me permet de l'aller trouver à Issy , ce que j'ai fait ce Jeudi matin.

Dans cette conversation , le Cardinal n'a rien fait que de m'assurer de bouche du contenu de la Lettre susdite , dans les termes les plus forts , & d'une certaine façon qui dénote ses véritables sentimens pour les interêts de la République. Il me dit cependant , comme il l'a déjà fait plus d'une fois , que la Répu-

D ij

blique avoit de très-fortes raisons pour cultiver l'amitié avec la Couronne d'Angleterre , mais qu'il ne falloit pas qu'elle se fiât absolument à elle , parce que , selon des raisons & des maximes perpétuelles , les intérêts étoient en éternelle opposition avec ceux de l'Etat ; les Anglois ne pouvant souffrir aucun Rival dans le commerce , qui étoit néanmoins , pour ainsi dire , l'ame de la République.

S.E. me fit encore observer , comment dans la dernière guerre il avoit réussi aux Anglois de ruiner presque tout à-fait les forces navales de la République , qui sont le seul soutien de son commerce : que présentement Elle ne sçauroit douter que par l'entretien de quatre-vingt mille hommes elle ne soit réduite dans un plus mauvais état qu'en ce tems-là ; & que conséquemment les Anglois , pour parvenir à leur but , ne négligeront aucun moyen pour entraîner la République dans les mal-

heurs que S. Em. m'avoit exposé.

J'ai trouvé , à mon grand contentement , que le Cardinal continue à rendre une entière justice à la sagesse & prudente conduite de L. H. P. pour la conservation de la tranquillité publique , & que les avis qui sont venus de tous côtés , du danger éminent qu'il y avoit , n'ont , pour ainsi dire , fait aucune impression sur l'esprit de son Em.

J'ai cru que le contenu de cette Dépêche étoit assez important pour tranquilliser les esprits de la République , & pour affermir la bonne intelligence entr'Elle & cette Cour. Ainsi je l'ai envoyé par un Courrier , dont je prie de vouloir bien porter les frais en compte.

Les Lettres de Prague du 11 du courant , disent que les Alliés ont mis garnison dans la Place que les Autrichiens avoient évacué. Que le Roi de Prusse avoit changé son plan , qui étoit d'attaquer les Troupes de la Reine d'Hongrie à Budweis & à Tabor , par la raison

qu'elles se trouvent trop favorablement postées ; & que S. M. Prussienne avoit dessein d'entrer avec son Armée en Moravie.

Je suis , &c.

*Paris le 22 Février 1742.*



## R É P O N S E

*De M. le Cardinal de Fleury  
à M. Van Hoey.*

---

**J**E vous rends mille graces , Monsieur , de la part que vous voulez bien me donner des dispositions où Votre Excellence croit que se trouve présentement la République , & il ne tiendra pas à moi certainement qu'elles ne deviennent encore meilleures.

Je vais répondre à quelques ar-



tibles qui semblent lui faire quelque peine ; & il ne me sera pas difficile de le faire.

1°. Le Roi d'Angleterre paroît dans l'intention de conserver la neutralité qu'il demanda l'année passée pour ses Etats d'Hanover , & nous y consentirons sans peine , si S. M. Britannique veut bien s'engager aux précautions nécessaires , en cas que l'Angleterre vînt à se déclarer contre nous. La réponse n'en peut pas tarder , & en cas qu'elle réussisse , je ne doute pas que le Roi ne consente à retirer ses Troupes du voisinage de la République. Il ne sera pas même impossible que nous commencions par en tirer quelques bataillons ; & en attendant je puis donner , au nom du Roi , les paroles les plus solennelles pour calmer tous les soupçons que les Etats pourroient avoir. Les Nouvelles publiques parlent de l'augmentation des Troupes de Hanover. Je n'en suis pas assuré ,

il fera aisé à ce Prince de nous ôter à ce sujet l'inquiétude.

2°. Il est très-faux que le Roi pense à fortifier son Armée du Bas-Rhin , & il n'est ni ne sera question d'y envoyer un Bataillon de plus.

3°. Si les sept Provinces se réunissent pour la négociation d'une neutralité avec nous , M. le Marquis de Fenelon doit avoir déjà déclaré aux Etats , que le Roi s'y prêtera avec plaisir , & donnera sans exception toutes les sûretés qu'elles pourront demander.

4°. Votre Excellence sçait mieux que personne , que je n'ai jamais regardé l'augmentation des Troupes de la République , comme une chose à laquelle nous eussions droit de nous opposer , & si je vous ai témoigné quelquefois qu'elle nous feroit quelque peine , ce n'est que par les suites que des membres trop échauffés pourroient faire craindre pour le bien même de la République. V. Ex. connoît depuis long-  
tems

tems mes sentimens sur cet article , & ils seront toujours les mêmes.

Il est vrai que je ne veux voir personne dans ma retraite , pour pouvoir y travailler plus en repos ; mais V. Ex. sera toujours la maîtresse , quand Elle voudra me faire l'honneur d'y venir. Elle sçait depuis long-tems à quel point je fais profession de l'honorer.

*A Issy le 21 Février 1742.*

Le C. DE FLEURY.



*Lettre de M. le Cardinal de  
Fleury à M. l'Ambassadeur  
Van Hoey.*

---

**J**E vois avec peine , par la Lettre dont V. Ex. m'a honoré hier , que le rhume vous est sur-  
E

venu, & je souhaite, Monsieur, qu'il n'ait aucune suite.

Je vous rends mille graces de la délibération de M. M. les Etats Généraux , quoique je l'eusse déjà reçue par M. le Marquis de Fénélon. J'y reconnois avec plaisir la continuation des sentimens de la République & de sa constante résolution à maintenir l'ancienne & étroite amitié entre la France & Elle. Je puis assurer V. Ex. que le Roi n'est pas moins disposé à la conserver ; & certainement S. M. n'y donnera jamais la plus légère atteinte. Vous sçavez, Monsieur, qu'elle a offert de prendre mutuellement les sûretés les plus propres pour ne jamais troubler cette harmonie , & V. Ex. peut compter que notre Armée du Bas-Rhin n'a jamais été destinée directement , ni indirectement , à donner de l'ombre & de l'inquiétude à vos Frontieres. La saison ne permet pas de lui faire quitter ses Quartiers ; mais dès que nous pourrons être

assurés d'une tranquillité mutuelle dans la partie de ce voisinage, le Roi n'hésitera pas un instant à procurer à vos Maîtres toute la satisfaction qu'ils peuvent desirer. Il seroit à souhaiter que la confiance fût assez bien établie pour n'avoir pas besoin de prendre des précautions d'aucun côté, & S. M. s'est si formellement & si précisément expliquée sur toutes les sûretés qu'on pourroit exiger pour tous les Pays voisins de la République, que cette assurance est aussi solennelle que si le Roi s'y étoit engagé par un Traité formel.

V. Ex. est plus en état que personne de rendre témoignage de mes sentimens & je tâcherai de ne jamais démentir la bonne opinion qu'elle veut bien en avoir. Je la mérite du moins par la sincérité & la considération particulière avec laquelle j'honore Votre Excellence.

*A Issy le 1<sup>er</sup> Avril 1742.*

Le C. DE FLEURY.  
Eij



## L E T T R E

*De M. l'Ambassadeur Van  
Hoey à M. le Greffier Fagel.*

---

**M** O N S I E U R ,

J'ai été avant hier à Issy voir M. le Cardinal , & j'ai eu la satisfaction de trouver S. Em. non-seulement tout-à-fait rétablie de son gros rhume , mais encore dans une aussi parfaite santé que jamais.

M. le Cardinal me parla d'abord de la résolution de L. H. P. à n'en point donner communication à cette Cour-ci , étant une réponse secrète sur certaines propositions faites aux Etats par une autre Puissance , qui auroit pû se croire insul-

tée en cas qu'ils eussent divulgué les intentions , & que suivant leur prudence & sublime sagesse , il ne convenoit aucunement de vouloir plaire à une Cour , pour s'attirer , par maniere de parler , une autre sur les bras.

Le Cardinal me dit de plus , que le véritable intérêt de l'Angleterre , pour parvenir à son but particulier , au préjudice de ses voisins les autres Nations commerçantes , étoit de faire durer la guerre , au lieu que celui de la République étoit de la finir. D'où il conclut , que ces deux considérations , sans parler de quelques autres , paroissoient être deux puissans motifs pour porter L. H. P. à fermer une bonne fois & entièrement la porte à toutes propositions & insinuations tendantes à entraîner la République dans une guerre contre cette Couronne , & que c'est l'unique moyen d'ôter à l'Angleterre toute espérance , comme aussi de décréditer toutes les raisons dont elle se sert pour porter

la Reine de Hongrie à attendre toutes sortes d'extrémités , plutôt que de consentir à une paix convenable à la situation où se trouvent présentement les affaires ; quoique humainement parlant , il paroisse clairement , que le tems rendra les conditions de cette Reine de pas à pas plus mauvaises.

Je saisis cette occasion pour m'informer de rechef auprès du Cardinal , s'il y avoit quelqu'un ici *incognito* qui eût des Lettres de créance , pour négocier de la paix de cette Princesse. Sur quoi il me répondit de façon à me faire juger que ce bruit est tout-à-fait destitué de fondement ; mais que certainement la Reine de Hongrie ne fera point des pas inutiles , lorsqu'elle s'adressera à cette Cour-ci , où on ne souhaite rien tant que de parvenir à une paix salutaire.

Ayant appris par les Ministres Etrangers qui résident ici , ( car je vous dirai en confidence que je n'ai aucune correspondance directe , ni



indirecte avec les membres de la République ) qu'il avoit paru qu'on s'est dit à l'oreille dans les Provinces Unies , que le Maréchal de Belle-Isle avoit déclaré à Francfort , que la France ne feroit jamais la paix , à moins que les Fortifications de Luxembourg ne fussent auparavant rasées , j'ai cru devoir m'en éclaircir auprès du Cardinal , qui me répondit que ce bruit étoit absolument faux , puisque cette Cour-ci n'avoit point donné d'ordres audit Maréchal de faire de pareilles déclarations ; ajoutant , après avoir rêvé un moment : » Mais , Mon-

» sieur , si on regarde le rasement  
 » desdites Fortifications comme peu  
 » convenable aux intérêts de la Ré-  
 » publique , pourquoi ne prend-  
 » t-elle point de précautions pour  
 » parer ce coup ? L. H. P. n'ont-  
 » elles pas le pouvoir de le détour-  
 » ner , en acceptant les offres que  
 » nous leur avons faites plusieurs  
 » fois ?

Les dernières Lettres de Baviere  
 E iiij

portent , que le Duc d'Harcourt qui se trouve avec son Armée aux environs de Schollenach , avoit tâché de surprendre le Château de Hilkersberg ; mais qu'il avoit été obligé d'abandonner son entreprise avec perte de deux à trois cens morts ou blessés , & que le Veld-Maréchal de Toring y étoit arrivé.

L'Armée du Comte de Kevenhuller campe à Ingelshoven à peu de distance du susdit Château où elle a un Pont sur le Danube.

On a aussi des avis par Venise de la déposition du Grand Visir , & que son prédécesseur Ali Paëha a été de rechef décoré de cette dignité.

Le voyage du Cardinal de Tencin à son Archevêché de Lyon est fixé au 17 de ce mois.

Je suis ,

*Paris le 11 Juin 1742.*



## L E T T R E

*Du même au même.*

---

M O N S I E U R ,

On a ici des avis du débarquement du second transport des Troupes Britanniques à Ostende , & que les Anglois travaillent à force pour y en envoyer davantage.

Vous sçavez , Monsieur , qu'on a été ici dès le commencement dans l'opinion , que cela se faisoit de concert avec la République ; mais comme la résolution du 19 dudit mois passé a effacé ce soupçon , on croyoit que ce transport n'auroit plus lieu.

On croit que les raisons qui font persister les Anglois dans leur dessein , sont ,

1°. De détourner la Reine de Hongrie de la paix par quelque assistance réelle , dans l'espérance d'y engager à la fin la République , puisque le salut & l'intérêt des Anglois demandent que la guerre continue toujours.

2°. D'avoir , par le moyen de la guerre , dans laquelle ils envelopperont la République , l'occasion de l'empêcher d'étendre son commerce , objet qui de tout tems a fait l'*Alpha* & l'*Omega* de leur politique.

3°. En cas qu'ils ne puissent par ce transport parvenir à engager la République dans une guerre , d'attraper , au pis aller , la possession d'Ostende , à titre d'hypothèque.

4°. Enfin , parce que travailler à une guerre générale contre la France , c'est le meilleur moyen de faire la cour à toute la Nation Angloise. Car pour selon elle , cela passe pour magnanimité , & le comble de l'héroïsme , dont le nouveau Ministère se pare , & faisant

sonner haut les avantages susdits , il gagne aisément le cœur du Peuple , qui paye très-volontiers les taxes.

Les Lettres de l'Armée Impériale près de Wintzer du 3 , marquent que le Comte de Kevenhuller avoit passé le Danube près d'Hilkersberg avec toute son Infanterie , & fait tous les préparatifs pour attaquer l'Armée ennemie ; mais qu'il avoit repassé promptement ce Fleuve ; ce qui a causé beaucoup d'étonnement à ses Troupes.

On n'a rien de celle du Roi de Prusse , ni de celle du Maréchal de Broglio.

Les Lettres de Toulon du 4 du courant , disent , que le jour précédent une Frégate Angloise avoit pris à cette Rade , sous le Canon des Forts , un Bâtiment Espagnol chargé de provisions Ce qui ne peut pas paroître fort étrange ici , où on sçait que les Anglois ne cherchent qu'à forcer la France de leur déclarer la guerre , dans l'espé-

rance de pouvoir y engager la République.

Le bruit est grand , que sur ce que l'Espagne a demandé à la France en termes pressans & significatifs un Corps de Troupes pour se joindre aux leurs en Provence & en Languedoc , Elle a enfin consenti à donner quatorze Bataillons , mais je n'en sçaurois assurer la vérité.

On croit que cette demande a pour fondement la puissante assistance que la France donne à l'Empereur pour aïder valoir ses intentions ; d'où on conclut , qu'elle ne pourra pas en refuser une si mince à son plus proche parent.

D'ailleurs on juge que les raisons du consentement de la France , sont les craintes perpétuelles où elle est , que l'Espagne ne fasse la paix avec l'Angleterre à son préjudice & celui du commerce général.

Je suis , &c.

*A Paris le 18 Juin 1742.*

\*\*\*\*\*

## M E M O I R E

*De ce qui a été inféré dans une  
Relation de M. Van Hoey  
du 5 Novembre 1742.*

---

**O**N a des Nouvelles sûres de la Haye , que Milord Carteret a échoué dans tous les points de sa Négociation auprès de L. H. P. Elle se réduisoit à quatre propositions.

1°. D'engager la République de s'unir avec l'Angleterre & ses Alliés , pour faire conjointement la guerre à la France.

2°. De mettre garnison dans les Places de la Flandre appartenantes à la Reine de Hongrie ; lesdites Troupes à la solde de l'Angleterre.

3°. Un Règlement de Commerce entre l'Angleterre & la Ré-

publique , plus avantageux pour l'Etat.

A la premiere proposition , les Etats Généraux ont répondu , que la guerre étant allumée dans toute l'Europe , ils ne vouloient pas s'en mêler pour la perpétuer & la rendre plus sanglante , & qu'ils vouloient conserver le Patronage de Médiateur pour le bien commun.

A la seconde , que la République n'entretenoit jamais de Troupes que pour sa juste défense , & pour rétablir le calme par tout.

A la troisième , que la République , depuis qu'elle est République , n'étoit point en usage de prêter ni de louer ses Troupes à des Puissances Etrangères , mais au contraire qu'elle en prenoit à sa solde , quand le besoin le requéroit.

A la quatrième , que L. H. P. seroient bien aises de recevoir une marque aussi réelle de l'amitié de l'Angleterre , que seroit le rétablissement du Commerce entre les deux Nations sur un pied plus



égal , & par conséquent moins préjudiciable à la Hollande ; d'autant qu'elles souhaitent sincèrement de resserrer de leur côté les liens de l'amitié réciproque par tous les moyens justes & convenables. Mais que la maxime inviolable de la République étoit , de ne vouloir être heureuse , qu'en rendant les autres heureux ; Qu'elle ne pouvoit & ne pas chercher à rendre sa situation meilleure , à condition de nourrir la guerre , & aux dépens du bien public de l'Europe.



## L E T T R E

*Du même aux Etats Généraux.*

---

**H**AUTS ET PUISSANS  
SEIGNEURS,

J'ai appris de M. l'Envoyé de Pologne , que tout ce qu'on a di-

vulgué depuis quelque tems d'un Corps de Saxons entré au Service de l'Angleterre , n'a pas le moindre fondement , & il m'a dit qu'il n'a pas la moindre raison de s'imaginer que quand il y auroit là-dessus quelque négociation en Campagne , elle fût assez avancée pour pouvoir être conclue si-tôt.

Une nouvelle & fort grande augmentation de Troupes que le Roi de Prusse doit avoir résolue pour faire valoir plusieurs anciennes prétentions , fait encore un des sujets sur lesquels les conversations roulent présentement.

Un homme d'esprit, ami de la République , & dont à cause de cette circonstance j'ai pris souvent la liberté de communiquer les sentimens à L. H. P. parlant avec moi sur cet article , me fit remarquer que l'ambition & le desir d'augmenter ses Etats sont toujours inséparables d'une grande Puissance , & que la République avoit éprouvé cette vérité plusieurs fois , de quelque côté qu'on voulût se tourner. Que

Que la vigilance , la prudence , la justice & l'amour de la paix de l'Etat étoient des moyens très-efficaces contre ce mal , mais que la puissance d'un de ses voisins étoit aussi une fort grande sûreté contre l'abus qu'un autre voudroit faire de ses forces ; desorte que l'intérêt de la République , bien loin d'aider l'un à réduire l'autre , gisoit en effet & en vérité dans la conservation de tous.

D'où il tiroit sa conclusion , que c'étoit une chose contraire au bien de l'Etat , de voir la France & la Maison d'Autriche s'épuiser l'une & l'autre d'une manière extrême par cette guerre ; & que c'étoit une raison de plus pour porter l'Etat à entreprendre de cœur & d'affection un ouvrage aussi salutaire pour toutes les Nations en général , & aussi glorieux pour la nôtre en particulier , que celui de la pacification de l'Europe.

Ce digne homme finit son discours , en me disant , que sa politi-

que n'étoit pas de l'espèce de celle de cet Astrologue , lequel pendant qu'il cherchoit l'avenir en regardant les Etoiles , voyoit si peu ce qui étoit à ses pieds , qu'il tomba dans un Puits : qu'il ne croyoit pas qu'il fût de la véritable sagesse de sacrifier un bien réel comme la paix à la crainte chimérique de quelques dangers que l'on croit voir dans l'éloignement ; mais en conservant une si précieuse bénédiction pour le présent , de chercher , autant qu'il seroit possible , à en assurer la durée par une conduite prudente & pleine de sagesse.

Une personne qui peut parler de ces choses avec connoissance entière de cause , m'a dit , qu'un prétendu zèle avoit jetté la Ville de Genève dans la plus grande alarme par trois avis donnés l'un sur l'autre , afin de faire rendre la Ville au Roi de Sardaigne , & par cette reddition , porter ce Roi à changer de parti ; mais qu'à la fin , une ou deux réflexions qu'on fit dans la

suite avoient remis le calme dans les esprits. Une de ces réflexions leur fit envisager peu à peu l'exécution d'un pareil dessein , comme une impossibilité absolue , tant par les propres forces de la République , que par l'assistance prompte & efficace des Cantons Suisses.

L'autre leur fit sentir le peu de vraisemblance qu'il y avoit , que cette Couronne , qui en tout tems s'étoit fait une affaire capitale de la conservation de la République de Genève ; ce dont elle avoit en tant d'occasions , & encore depuis peu , donné des preuves éclatantes , que cette même Couronne , dit-il , voulut dans les conjonctures présentes conspirer à sa perte , & s'attirer par-là un grand nombre de nouveaux ennemis.

Les Lettres de Dauphiné portèrent , que les Chefs de l'Armée Espagnole avoient pris enfin le parti de la faire baraquier , après s'être fondue d'un quart , pour le moins ; depuis cinq ou six semaines , par

F ij

la mortalité & la désertion.

Par un Courier du Maréchal de Broglio parti le 2 de l'Armée , l'on a sçu qu'il avoit fait distribuer du pain pour six jours à toutes ses Troupes , qu'il s'étoit mis en marche pour joindre son Armée avec celle du Comte de Sekendorff , & avec ces forces jointes , attaquer celles de la Reine de Hongrie. On dit à la Cour , que c'est la nécessité seule qui a fait prendre ce parti ; le Maréchal se voyant réduit à hazarder un combat , dans l'espérance de vaincre , ou à voir périr ses Troupes par mille misères.

M. le Cardinal se rétablit de jour en jour , comme vous pouvez voir par le Billet ci-joint , de son premier Valet de chambre. S. Em. ne travaillera qu'avec les seuls Ministres d'Etat , pendant le tems qu'elle a destiné pour se reposer & se distraire absolument des autres affaires.

Je suis , &c.

*Paris le 10 Décembre 1742.*



## B I L L E T

*Du premier Valet de chambre  
de S. Em. à M. Van Hoey à  
Issy le 9 Décembre 1742.*

---

**M**ONSIEUR,

S. Em. se porte considérablement mieux ; Elle dort bien , a bon appétit , point de dévoyement depuis quelques jours ; Elle a dit la Messe hier ; cela prend un bon train. S. Em. est très-sensible aux attentions de V. Ex. la remercie bien , &c compte sur son amitié , &c.

B A R J A C.



## L E T T R E

*Du même à M. le Greffier Fagel.*

---

M O N S I E U R ,

Lundi j'eus l'honneur de voir M. le Cardinal à Issy ; je le trouvai mieux que je ne l'avois laissé il y a eu mercredi huit jours. M. Thelufson , Ministre de la République de Genève ici , m'a dit que cette Cour n'étoit pas fort satisfaite de ce que le Gouvernement de Genève avoit ajoûté foi trop légèrement aux faux avis d'un prétendu Patriote dont j'ai fait mention dans ma très-soumise du 10 du courant , & il m'a prié ensuite de vouloir m'employer auprès de M. le Cardinal pour donner le tour le plus favorable à ce qui s'est passé dans cette occa-



tion ; car il faut ſçavoir , Monsieur , que ces faux bruits avoient fait tant d'impreſſion à Genève , que le Gouvernement trouva à propos de régler avec les Cantons de Zurich & de Berne les ſignaux que l'on a coutume de ne faire que dans les plus preſſans dangers.

Pour ſatisfaire à cette priere , je commençai la converſation avec M. le Cardinal , par lui repréſenter juſqu'où va l'amour que les hommes ont naturellement pour la conſervation de leur liberté & de leur Religion , & qu'ainſi l'on ne devoit point blâmer les précautions qu'ils prennent pour ſ'affurer des tréſors ſi précieux , lorsqu'ils les croient en péril. Je fis enſuite l'application de cette maxime générale à la conduite de la République de Genève. S. E. m'avoua que j'avois raiſon dans ma thèſe , mais que pour ce qui regardoit ceux de Genève , leur procédé reſſembloit beaucoup plus à des ſoupons injuſtement conçus , & par conſéquent

fort injurieux pour cette Couronne , qu'à une conduite réglée par la prudence. S. Em. me parla ensuite des mauvais succès qui accablent ceux qui ne cherchent qu'à satisfaire leur ambition , par des troubles au-dedans , ou par des guerres au-dehors , aussi souvent qu'ils peuvent , avec quelque apparence de vérité , alléguer de prétendus périls pour la liberté , ou pour la Religion : que les histoires fourmilloient d'exemples qui prouvoient que non-seulement les faux Dévots & les Tartufes , mais même ceux qui disent dans leurs cœurs , *qu'il n'y a point de Dieu* , avoient souvent eu le bonheur de séduire la multitude par ces moyens , & d'en faire leurs victimes dans la suite.

Je fis valoir cette même réflexion de M. le Cardinal pour lui faire sentir que c'étoit une raison , pour excuser les Genevois d'avoir agi trop à la légère dans un cas où la nature humaine étoit si disposée à prendre ombrage , & j'eus le bonheur de  
**faire.**

faire si bien entrer S. Em. dans ma pensée, que je me flatte qu'il ne lui reste pas une ombre de ressentiment contre ceux de Genève.

Dans la même conversation, comme aussi dans celle que j'eus le jour suivant avec les autres Ministres à Versailles, il m'a paru clairement:

1°. Que les Cours de Londres & de Vienne continuent toujours d'amorcer l'Empereur par les offres les plus séduisans de leur amitié, & de l'assurer qu'elles lui en donneront les preuves les plus essentielles par une augmentation de ses Etats, pourvû qu'il se déclare ennemi de cette Couronne; & que quoique cette Cour n'ait aucune raison au monde pour soupçonner S. M. Imp. de se laisser tenter par de pareils séductions, au préjudice de son honneur & de sa gloire, il étoit néanmoins naturel de supposer que des offres aussi tentantes devoient produire nécessairement l'effet que l'on se proposoit, sçavoir, d'empêcher l'Empereur de justifier

G

ses armes par une déclaration formelle , en disant qu'il se contente de ce qui lui appartient actuellement , & de faire paroître au grand jour l'injustice de ses ennemis.

2°. Que la disposition de la Cour de Versailles pour la paix est toujours la même , & qu'elle souhaite toujours passionnément que toute l'Europe en général , & cette Couronne en particulier , puissent n'être redevables ni du rétablissement de la tranquillité publique qu'à la sagesse de leur H. P.

Et 3°. Enfin , que les nouvelles levées mentionnées dans ma précédente , sont fixées jusqu'ici seulement aux 300 Compagnies de Cavalerie , chacune à 35 Chevaux , & 48 Compagnies de Hussars , & à 7 bataillons ; pour être joint aux sept Régimens Allemands qui sont au service de la Couronne de France ; mais qu'il pourroit arriver qu'on poussât plus loin ces levées au premier jour , puisque l'on juge que le seul moyen d'accélérer la paix désirée ici depuis si long-tems , c'é-

toit de se mettre dans une posture propre à faire voir la vanité de l'ambition de ceux qui cherchent à la satisfaire par la continuation des troubles.

Comme la façon dont cette paix générale pourroit & devroit être rétablie , fait à présent jusqu'ici , comme vraisemblablement ailleurs , le sujet principal des entretiens , je ne puis me dispenser d'ajouter encore ce qui sur cette matiere m'est revenu de la part des personnes dont le jugement me paroît d'un poids d'autant plus grand , que l'événement l'a presque toujours justifié ; à sçavoir , que les motifs de toutes les Parties Belligerantes pour rechercher la paix , & leurs projets pour conduire cette œuvre si salutaire à une bonne fin , se réunissent tous dans ces deux maximes. 1°. Que les fautes les plus courtes sont les meilleures. 2°. Qu'il vaut mieux se raviser à moitié chemin , que de s'obstiner jusqu'au bout : étant certain que chacun se contentant du

lien , sans troubler davantage les autres dans la possession du leur , que se montrant outre cela disposé à donner des réparations & des satisfactions équitables , autant que cela seroit en son pouvoir , afin de remettre les affaires entre l'Empereur & la Reine d'Hongrie dans l'état où elles étoient avant la guerre , & enfin , en mettant celles des Cours d'Angleterre & d'Espagne sur un pied conforme au Droit des Gens & à la teneur des Traités , ce grand ouvrage se trouveroit de cette façon , & tout d'un coup , comme touchant à sa perfection , & en état d'être rendu aussi durable que la foiblesse humaine le permettoit , puisque le véritable intérêt de chacune des Parties en particulier , bâti sur des conditions égales & justes pour toutes , en seroit alors la base.

Je n'ai fait depuis le commencement de ces troubles ( vous le sçavez Monsieur ) que raisonner sur ce principe , & dans le sens de ces deux ma-

ximes ; & quoiqu'il y ait un grand nombre de personnes passionnées contre moi , cependant je n'ai jamais pû m'appercevoir que je me fusse rendu désagréable aux Ministres de cette Cour , soit qu'ils soient convaincus de ma candeur , soit que le brillant de la vérité même , & l'utilité de sa connoissance fassent suffisamment mon apologie ; auprès de tous ceux qui osent sa défense avec fermeté. Je puis dire aussi qu'à présent toute cette Nation a si bien adopté ces deux sages maximes , qu'elle paroît vouloir en faire la regle de sa conduite , conformément à ce que j'ai déjà touché dans plusieurs de mes Relations précédentes.

J'ai oublié tantôt d'inserer les paroles suivantes que M le Cardinal lâcha dans la même conversation.

» L'amour propre , l'orgueil & les  
 » conseils de la Cour d'Angleterre ,  
 » ont pris si fort le dessus sur l'esprit  
 » de celle de Vienne , que sans  
 » blesser en aucune façon la chari-

( 78 )

» té, je crois pouvoir vous déclarer,  
» que tous les sentimens de bonne  
» foi , de justice & d'équité y sont  
» entierement étouffés & anéantis.»  
En disant cela , S. Em. brisa sur  
cette matiere , & moi n'étant pas  
accoutumés de faire paroître par des  
questions hors de propos , que je  
cherche à en sçavoir plus qu'on ne  
veut m'en dire , notre conversation  
finit-là.

Je suis , &c.

*Paris , ce 13 Decembre 1742.*

\*\*\*\*\*

## LETTRE

*Du même au même.*

---

M O N S I E U R ,

La marche des Troupes qui sont



en Flandres , fait à présent le principal sujet des raisonnemens du Public , & c'est aussi sur quoi ma conversation a roulé Mardi dernier avec M. le Cardinal & avec les autres Ministres de cette Cour ; & autant que j'ai pû pénétrer les avis qu'ils ont sur ce sujet , consistent principalement dans ce qui suit ; à sçavoir , que M. le Duc d'Aremberg se prévalant de la modération de cette Cour , qui se contente de vouloir procurer une paix entre l'Empereur & la Reine d'Hongrie , sous les conditions connues à L. H. P. avoit porté la Cour d'Angleterre à prendre la résolution par rapport à cette marche , en faisant voir que n'étant plus question de conserver à la Reine d'Hongrie ce qui lui appartient , il n'y auroit point d'autre moyen de faire durer la guerre , qu'en lui faisant espérer de rendre ses conditions meilleures par les avantages que les Troupes pourroient remporter ; mais que cette espérance étant au-dessus de ses

forces , il ne restoit d'autre parti à prendre que la paix , à moins que l'Angleterre par la jonction des Troupes qui sont en Flandres , ne voulût mettre l'Armée de la Reine en état de ruiner totalement celles de France qui sont en Baviere & en Bohême.

Que sur cette représentation du Duc d'Aremberg , le Roy d'Angleterre avoit donné les mains à ce dernier projet , ou plutôt à celui de pénétrer dans le cœur de la France par la Lorraine , ou par la Champagne , & de ne poser les armes qu'après avoir obligé l'Empereur à abdiquer en faveur du Grand Duc , & avoir mis la Reine en possession de l'Alsace & de la Lorraine , ou avoir augmenté son Domaine d'une autre maniere. Que la Reine d'Hongrie de son côté s'étoit engagée aussi-tôt que ceci seroit effectué , de laisser à la disposition de l'Angleterre les Duchés de Parme & de Plaisance , & même quelque chose de plus en cas de besoin , afin d'obtenir par la

cession de ces Domaines en faveur de Dom Philippe , des établissemens dans l'Amérique Espagnole , ou bien les avantages du Commerce que la Cour Britannique jugeroit à propos de se faire accorder.

Quoique l'on m'ait parlé assez positivement de ce nouveau projet ; il m'a paru néanmoins que l'on doute que l'on voulût le mettre effectivement en exécution. Les raisons principales qui font naître ce doute , sont celles-ci.

1°. La longueur de la marche de Flandre en Baviere & en Bohême ; la rigueur de la saison , la difficulté de trouver les vivres nécessaires sur la route , n'y ayant aucun magasin ni aucun amas faits en aucun endroit.

2°. L'aversion naturelle que l'on suppose à des Troupes Allemandes telles que les Hanovriennes & les Hessoises de servir contre l'Empereur leur Souverain , comme Chef de l'Empire , & de se rendre par cette fin dans des Pays qu'avec rai-

fon l'on peut comparer à l'Antre du Lion dont on voit bien les traces qui y menent , mais peu de celles qui en sortent.

3°. Parce que vouloir obliger l'Empereur à abdiquer , ne seroit en effet autre chose que déclarer la guerre à tout l'Empire ; desorte que le mal , qui d'un projet si odieux résulteroit nécessairement contre la Reine l'emporteroit de beaucoup sur le bien que l'on pourroit s'en figurer , en quelque façon que ce fût.

4°. Parce que , quand même on viendroit à bout de battre les Troupes de France & les chasser de la Bohême , & de la Baviere , la conquête de l'Alsace & de la Lorraine n'en seroit pas moins difficile , ni le succès moins incertain ; sans compter que cette entreprise paroît humainement parlant , au-dessus des forces de l'Angleterre , & de la Reine d'Hongrie jointes ensemble.

5°. Parce qu'outre le nombre d'obstacles que rencontreroit une

invasion en Lorraine ou en Champagne , une pareille expédition auroit le succès de celle des bombardemens , dont il ne revient aucun profit aux Entrepreneurs , qui outre cela payent bien cherement le dommage qu'ils causent aux autres.

Et 6°. Enfin , parce que pour les raisons que j'ai citées plusieurs fois dans mes précédentes , la cession de quelques établissemens , ou de quelques avantages de Commerce dans l'Amérique Espagnole , au préjudice des Nations en général , comme de celle-ci & de la nôtre en particulier , loin d'être un bien , ne feroit en effet qu'un mal pour l'Angleterre.

Il m'est revenu dans ces mêmes conversations , que dans le tems que l'Angleterre & la Reine d'Hongrie font ces grands préparatifs pour réduire l'Empereur , ces deux Cours employent les propositions les plus séduisantes pour porter S. M. Imp. à joindre ses forces aux leurs pour

faire la guerre à la France, & coopérer à disposer l'Empire à faire le Grand Duc Roi des Romains, ce qui rendoit les négociations de cette Cour auprès de l'Empereur infiniment plus difficiles & plus délicates, puisque comme les hommes s'attachent ordinairement à ceux dont ils espèrent les plus grands avantages, il n'étoit rien moins qu'impossible que l'Empereur ne se laissât fléchir à la fin, jusqu'à préférer l'amitié de l'Angleterre & de la Reine d'Hongrie à celle de la France, lorsque les deux Cours lui promettoient un aggrandissement de ses Etats, & que la dernière voudroit l'obliger à se contenter des siens.

Cette réflexion fournit une preuve nouvelle & très-convaincante, qu'il n'y a que les efforts pacifiques de L. H. P. capables de rétablir la tranquillité générale, d'éclaircir les véritables objets sur lesquels les Parties portent des vûes dans cette querelle, & de distinguer avec certitude les esprits que l'ambition do-

mine , d'avec ceux que la modération fait céder , afin de les forcer tous , pour ainsi dire , à la paix par la force de la vérité.

M. le Cardinal me répéta ce qu'il m'a déjà dit plusieurs fois dans d'autres conversations , à sçavoir que la sagesse de L. H. P. brilloit surtout dans leur vigilance à détourner les dangers , de quelque côté qu'ils puissent être prévus , & dans leurs soins à cultiver par tous moyens propres & légitimes l'amitié de tous leurs puissans voisins ; ajoutant que puisque la paix étoit certainement le meilleur parti pour l'Angleterre , & pour la Reine d'Hongrie en particulier , ainsi que la plus grande bénédiction pour toutes les Nations en général , il en arriveroit peut-être que quelques Ésprits pourroient se gendarmer de ces efforts Chrétiens de L. H. P. à procurer une chose si salutaire ; mais que leur ressentiment en ce cas devoit être comparé à celui qu'un homme attaqué de la fièvre chaude , prend

contre un autre qui tâche de le tranquilliser , dont le ressentiment change bientôt en reconnoissance.

M. le Cardinal revint Mercredi après midi d'Issy à Versailles , pour y travailler le soir avec le Roy , dans l'intention de retourner le lendemain dans son lieu de repos , & d'y rester tranquille jusqu'après le nouvel an.

S. Em. m'a paru un peu plus faible que la semaine précédente , quoique l'esprit toujours fort gai. Le Sieur Helvetius qui connoît son tempérament , me parlant ouvertement comme à son compatriote , m'a dit : « Il n'y a que fort peu de » jours que la constitution de M. le » Cardinal étoit telle , qu'il pour- » roit vivre encore beaucoup d'an- » nées , si seulement il vouloit un » peu se relâcher de ses grandes oc- » cupations journalieres. »

On m'a communiqué une Lettre écrite par un Ministre de la Cour de Turin, qui dit que le Général Traun avoit fait occuper Bagni de Poretta



par un détachement de quatre mille hommes d'Infanterie. Que par le moyen de ce poste qui est à la source de la Riviere de Reno , on avoit coupé au Général Espagnol M. de Gages , la communication avec le Lucquois & avec le territoire de Gènes , & qu'on étoit par-là en état de prévenir les Espagnols , au cas qu'ils voulussent entamer la Toscane , M. Traun ayant fait venir à lui les trois mille Maîtres & les Hussars qui avoient pris poste à une lieue de Boulogne.

On assure que M. de Glines a dépêché un Courier à Madrid pour représenter l'impossibilité d'attaquer l'Armée Piémontoise avec la moindre apparence de succès , comme aussi la nécessité absolue de mettre les Troupes dans les Quartiers d'Hyver.

Je suis , &c.

*Paris , le 27 Décembre 1742.*



## L E T T R E

*De M. l' Ambassadeur VanHoey  
à M. Fagel.*

---

M O N S I E U R ,

Dans la conversation que j'eus Lundi & Mardi dernier à Versailles & à Issy avec M. le Cardinal & les autres Ministres d'Etat , je trouvai que la disposition de cette Cour , par rapport à l'état présent des affaires, est la même que j'ai écrit plusieurs fois à L. H. P. & que comme ils ont toujours la même confiance dans la sagesse , & le ferme attachement de la République à maintenir l'amitié pour cette Couronne , & le même desir pour le rétablissement du repos public , aussi souhaitent-ils que  
l'Europe .

l'Europe en général & la France en particulier puissent recevoir un si grand bien par les mains de l'Etat.

Il m'a paru que l'on souhaite ici de pouvoir apprendre par la période du Mémoire du Baron de Reischach, dont j'ai fait mention dans ma Lettre du 28 Décembre dernier, sous quelles conditions la Cour de Vienne souhaiteroit de faire la paix, & pourquoi elle a mieux aimé exposer ses Etats & Sujets aux plus grands dangers, que de prêter l'oreille à de pareilles propositions. Car il paroît naturellement à la Cour de France, que L. H. P. sont informés parfaitement des motifs pour lesquels la Cour de Vienne souhaiteroit de faire durer la guerre, sçavoir, afin qu'en cas que la juste défense des Etats héréditaires de la Maison d'Autriche n'en étant plus jugée la véritable cause, l'Etat ne laissât pas de continuer à soutenir la Reine d'Hongrie conformément aux Traités, & fut obligé de fournir toujours son

H

contingent , & la Cour de France voudroit qu'au cas que cette guerre , de défensive qu'elle est , pût devenir offensive de la part de la Maison d'Autriche , alors elle ne soit plus subsidiée par l'Etat , aux dépens de ses Sujets , puisqu'il est certainement contraire aux intérêts de la République de nourrir & entretenir une pareille guerre ; & de plus cela ne convient nullement à la sagesse si connue de L. H. P. qui doit leur faire souhaiter & désirer la paix générale. Ces Ministres ajoutèrent que la durée de la guerre n'étoit pas une affaire indifférente pour la République ; & que quoique jusqu'ici elle eût joui ( par la grace de Dieu ) de l'inestimable bien de la paix , cependant elle ne laissoit pas de se ressentir beaucoup des dépenses de cette considérable augmentation de Troupes , à laquelle cette guerre l'avoit fait résoudre. Desorte que son intérêt particulier , aussi bien que celui qu'il leur convient

de prendre à la prospérité & au soutien de la cause publique de l'Europe, qui n'est sans doute autre que la paix, paroîtront à la République deux motifs également forts & pressans, pour tâcher de faire cesser le fléau & les ravages de la guerre. Outre que de la reconnoissance, amitié & haute estime que les Peuples & les Nations ont déjà pour la République, il en résulteroit encore nécessairement ces deux suites heureuses pour Elle, la sûreté du maintien de la précieuse paix, & la décharge de ses Sujets.

On s'inquiete ici à présent moins que jamais, comme semble, des menaces des Cours d'Angleterre & de Vienne; & celle de France est moins sensible à la haine, & au mépris avec lequel elle croit avoir été traitée par les deux autres d'une manière très-extraordinaire & bizarre. Ce que je me crois d'autant plus obligé de rapporter à L. H. P. que l'on fonde là-dessus qu'on fortifie & qu'on presse très-fort les raisons conte-

nues dans ma dépêche très-soumise  
du 18 Decembre.

Dans ce même discours la conversation a tombé sur la déclaration del'Impératrice de Russie , par laquelle elle nomme le Duc de Holstein son successeur ; & à cette occasion j'ai pû remarquer clairement qu'on souhaite ici que le choix que les Etats de Suede avoient fait de la personne de ce Duc pour succéder à la Couronne de ce Royaume eût pû avoir lieu , parce qu'on dit que les Anglois ont tout tenté pour faire élire le Prince Frédéric de Hesse Cassel , gendre de S. M. Britannique ; Election dont le succès auroit été fort peu agréable à la Cour de France , & n'auroit pas été indifférent aux autres Puissances de l'Europe.

J'ai encore compris qu'on ne s'embarassoit point du tout de l'exorbitant pouvoir qu'auroit produit l'union du puissant Empire Ruffien avec le Royaume de Suede , dans la personne dudit Duc de Holstein ,

parce qu'on conçoit clairement qu'une pareille union est absolument impossible par la nature même de la chose , & cela par les raisons suivantes.

1°. Parce que de tout tems ces deux Monarchies sont en coutume d'être gouvernées par leurs propres Rois , résidant au milieu d'eux : de sorte que ni l'une ni l'autre ne voudroit pas se voir réduite à obéir à un Viceroi.

2°. A ce projet s'opposeroit encore l'ancienne jalousie & haine , qui de tout tems a regné entre ces deux Nations.

3°. Enfin , qu'au cas qu'une pareille union pût s'effectuer , elle ne pourroit durer qu'un fort court espace de tems : encore ne tendroit-elle qu'à la ruine des deux Royaumes , puisqu'elle seroit forcée & contre nature , & par-là même une absolue & perpétuelle cause de discorde , & produiroit des guerres intestines.

Plusieurs Ministres de cette Cour

me dirent à ce sujet, que les mêmes raisons démontrant que l'union de ces deux Couronnes étoit une chimere, & aussi peu à craindre de la part d'une de ces deux Nations que de l'autre, pouvoient encore servir à démontrer en termes bien plus forts, le ridicule de pareilles appréhensions par rapport aux Couronnes de France & d'Espagne, lesquelles vaines craintes avoient pourtant, il n'y a pas encore long-tems, causé une si dispendieuse, sanglante & longue guerre, si inutile & si infructueuse. J'ai eu la satisfaction de trouver M. le Cardinal beaucoup mieux qu'il ne m'avoit paru depuis long-tems.

Je suis, &c.

*Paris, le 4 Janvier 1743.*





## L E T T R E

*Du même au même.*

---

M O N S I E U R ,

Mardi & Mercredi je fus voir M. le Cardinal , & les autres Ministres à Versailles , suivant ma coutume , & j'appris que , selon les informations de cette Cour , il n'est que trop vrai que l'Angleterre travaille avec plus d'ardeur & plus d'espérance de succès que jamais , à tirer l'Etat de son centre solide & salutaire de repos , & à le précipiter dans le feu de la guerre qui consume tout , & que pour y parvenir , on abuse non-seulement des noms sacrés de la Religion & de la liberté , mais qu'on fait un mauvais

usage de l'aimable nom de la paix même : comme si la Religion & la raison laissoient le moindre doute sur une vérité aussi généralement reconnue que celle qui nous apprend que la paix est la plus grande de toutes les bénédictions du Ciel , & que la guerre est le plus rude de tous les fléaux ! Comme si fouler la paix aux pieds , & courir embrasser ce monstre de la guerre , étoit un moyen fort salutaire pour assurer un si grand bien , & détourner un fléau si terrible ; quoique la Nature elle-même ait gravé dans tous les cœurs , qu'être rempli d'un véritable amour pour la paix , & le marquer par toutes ses actions , c'est l'unique moyen de la conserver pour toujours.

Messieurs les Ministres observeront qu'il n'étoit pas moins clair ; que comme le feu de la guerre étant une fois allumé , bruleroit toujours avec plus de véhémence , à mesure que la République fourniroit des matieres combustibles : au contraire  
les

les efforts pacifiques de L. H. P. ne pouvoient manquer de l'étouffer bien-tôt , puisque par-là chacune des Parties perdant tout espoir d'assouvir sa vengeance , & de satisfaire son envie de dominer , au prix des trésors & du sang de la République , les esprits commenceroient nécessairement à se calmer. A quoi on pouvoit s'attendre d'autant plus sûrement , que les calamités de la guerre s'étoient fait sentir assez longtemps , pour reconnoître le prix de la paix , & la faire regretter.

Je passe sous silence plusieurs autres raisons que ces Ministres alléguèrent , pour appuyer celles que je viens de rapporter , parce qu'elles se trouvent déjà dans plusieurs de mes précédentes. J'ajouterai seulement un passage pris , si je ne me trompe , de Grotius , qui m'a été cité cy-devant , comme applicable à ces beaux dehors de vertu , dont les hommes ont coutume de masquer les plus méchantes de leurs passions. Le voici « A entendre dis-

» courir ces hommes qui prêchent  
 » la nécessité de la guerre , c'est uni-  
 » quement pour nous assurer la  
 » paix ; mais s'ils étoient hommes  
 » de paix , ils ne la romproient  
 » point , puisqu'il ne tient qu'à eux  
 » de la conserver. »

Messieurs les Ministres remarque-  
 rent encore , que l'Angleterre en-  
 tr'autres motifs qu'elle employoit  
 pour engager la République dans  
 la guerre , exaltoit la sagesse de l'an-  
 cien systême , qui étoit de contre-  
 balancer le pouvoir de la France  
 avec les forces combinées de la Mai-  
 son d'Autriche , de l'Angleterre &  
 de l'Etat , & pressoit la nécessité de  
 faire valoir présentement ce systé-  
 me. Ils me dirent sur ce sujet , qu'on  
 n'avoit qu'à faire attention aux ag-  
 grandissemens & aux avantages que  
 l'Angleterre avoit reçus par l'exé-  
 cution de cette idée , & au déchet  
 où étoient présentement les forces  
 Navales de l'Etat , de même que  
 sa Navigation & son Commerce ,  
 en comparaison de ce que toutes

ces choses avoient été avant que les Anglois eussent trouvé le secret d'engager la République dans leurs guerres contre la France , & de lui faire envisager un pareil engagement comme une maxime très-salutaire pour elle. Pour peu , dirent ces Ministres , qu'on fasse attention à tout cela , on trouvera bien-tôt , qu'entreprendre encore une guerre de la même manière , n'aboutiroit infailliblement à autre chose , qu'à donner le coup de grace à la République.

Cependant malgré tous ces différens assauts que l'Angleterre ne cesse de livrer , pour ébranler l'esprit pacifique des Régens de l'Etat , cette Cour se flatte toujours que la paix l'emportera , & demeurera victorieuse. Les raisons sur lesquelles l'on se fonde , m'ont paru se réduire à ce qui suit.

1°. Parce que l'on ne suppose pas , que l'Etat se soit engagé par quelques Traités avec la Maison d'Autriche , ni avec aucune autre

**Puissance** , pour la mettre en état d'exercer sa vengeance contre cette Couronne , & sa rage de dominer , puisqu'un pareil engagement seroit contraire à la Religion & à l'humanité , & par conséquent à tout ce qu'on doit attendre d'une République sage , prudente & modérée.

2°. Parce que L. H. P. sont parfaitement informés des dispositions pacifiques de cette Cour , & que par le Mémoire de M. le Baron de Reischach , elles ont pû voir , que la Reine d'Hongrie n'a pas trouvé bon de prêter l'oreille à des propositions bienséantes , dans lesquelles l'honneur & les interêts de sa Maison Archiducale étoient si bien ménagés. D'où il résultoit que L. H. P. entrant en guerre , ce ne seroit point en vertu des Traités qui subsistent entre la République & la Maison d'Autriche , ces Alliances n'étant que défensives.

3°. Parce que la paix avoit toujours été considérée par L. H. P. comme l'ame de l'Etat , & sa con-

servation comme l'objet le plus important de ses soins : de sorte qu'il n'y avoit aucune apparence que L. H. P. se portent jamais à prendre les armes , que dans le seul cas qu'une défense légitime d'eux-mêmes , ou de leurs Alliés , les pourroit justifier d'en venir à une extrémité si affligeante & si fâcheuse.

4°. Que la différence infinie qu'il y a entre rétablir le repos général de l'Europe par la seule sagesse de l'Etat , la gloire qui en reviendrait à la République , l'amour , la reconnoissance & la vénération , dont cet ouvrage de paix rempliroit tous les Peuples & toutes les Nations pour les Auteurs d'une si bonne action , l'affermissement qu'en recevrait son Gouvernement présent , & entre fomentier & nourrir , du bien & du sang de ses Sujets une Guerre sanglante , qui dissiperoit ses Finances , & ruineroit absolument toutes ses forces , ne laissoit aucun lieu de douter , que l'Etat pût balancer un seul moment à opter entre ces deux extrémités.

5°. Qu'aider directement , ou indirectement ceux qui attaqueroient cette Couronne , sous le nom de Troupes auxiliaires , de quelque façon que ce soit , cela seroit tellement contraire aux Traités qui subsistent entre la France & la République , & à ce grand nombre d'assurances très fortes , données par L. H. P. dans ces tems , & encore tout récemment par leur résolution du 28 Mars dernier , de leur attachement constant à l'amitié de cette Couronne ; *Et qu'en effet elles tacheroient de faire voir la sincérité de ces assurances dans tous leurs procédés , sans se laisser détourner par quelques propositions , ou insinuations que ce soit : enfin* tellement contraire à tant de preuves que la France avoit donné à l'Etat , depuis les 30 ans que la Paix subsiste , comme aussi à la juste confiance que cette Couronne mettoit dans la République , par rapport à tout ce que dessus , que l'on peut regarder comme dénaturé & insoutenable , que malgré toutes ces rai-



sons fortes & invincibles , un Gouvernement aussi sage & aussi prudent , qu'étoit considéré par tout celui de la République , puisse se déterminer à agir d'une manière qui y seroit diamétralement opposée.

6°. Que l'anéantissement du pouvoir de la France étoit , humainement parlant , & par la volonté divine , au dessus du pouvoir de ses ennemis ; mais que supposé que l'Etat eût le bonheur , en employant ses forces à un pareil ouvrage de le voir couronner de tout le succès qu'il pourroit desirer , alors il n'auroit fait autre chose que renverser le seul contrepoids , qui fait sa sûreté , & s'enterrer lui-même sous les ruines de cette Puissance son alliée.

7°. Et finalement que si , sans aucun égard à toutes ces raisons , la République ne laissoit pas de se déterminer à une guerre contre la France , cela prouveroit visiblement qu'il y a une haine invétérée & implacable dans l'Etat contre cette

Couronne , ou que l'Etat se trouve sous la férule de l'Angleterre , & dans sa dépendance ; mais que de quelque côté de ces deux principes que partit l'inimitié qui en résulteroit nécessairement , elle détruiroit jusqu'aux fondemens tous les sentimens d'amitié que cette Couronne a toujours eu pour cette République , & rempliroit tous les cœurs de cette Nation de dispositions pareilles à celles que l'Etat viendrait de manifester par une semblable conduite.

Je n'ai pû donner aucune réponse à tout ceci , parce que je puis vous assurer sur ma parole , qu'il n'y a pas un seul homme , soit membre du Gouvernement , soit particulier , qui m'ait mis en la moindre façon au fait de ce que dans les délibérations de L. H. P. l'on pense sur ce sujet.

Seulement je me trouve obligé d'ajouter encore , parce que je puis le faire avec une entière connoissance de cause , que ceux qui tâchent de faire accroire à L. H. P. que la

destruction de cette Couronne seroit une entreprise fort facile , se trompent eux-mêmes , ou s'en sont laissé imposer par d'autres , puisqu'il est certain qu'humainement parlant les forces de la France doivent être regardées comme invincibles , lorsqu'elles ne sont employées que pour sa propre défense. La véritable connoissance de cette affaire me paroît de la dernière conséquence pour L. H. P. & je n'ose supposer que leur intention seroit , par une vaine montre de haine & d'inimitié , & avec une dissipation extrême de leurs forces , de se faire d'un ami aussi puissant , un ennemi infiniment dangereux pour cette République.

M. le Cardinal me parut fort touché de la nouvelle susdite , & vous ne pouvez en être surpris , puisque vous connoissez les sentimens affectionnés de ce grand Ministre pour l'Etat , & comme il a toujours déclaré , qu'engager la République dans une guerre , entraîneroit infailliblement la perte de sa liberté ,

& par conséquent de sa prospérité , de son commerce , de sa navigation , de sa gloire , & de tout ce qui la rend à présent si célèbre.

Un de Messieurs les Ministres parlant des anciennes forfanteries que les Anglois mettoient en usage , en se vantant qu'ils sçavent comment il faut s'y prendre pour faire danser l'Etat au Printems , compara les caresses que les Anglois pour y réussir , employent envers la République , aux morsures de la Tarantule , qui obligent ceux qui en sont atteints , à danser sans pause , ni repos , jusques à extinction de forces , la véritable danse des Morts.

Vous jugez bien , Monsieur , que l'on n'a pas manqué de me répéter ce que cy-devant l'on m'a touché souvent de l'ancienne haine & envie de l'Angleterre contre notre Nation , & contre l'Etat pour son commerce & pour sa navigation : Comment les Anglois ont déjà taché dès l'origine de la République , & sous le Comte Leycester , de la mettre sous leur joug , en y

fomentant des séditions sous le faux prétexte du danger de la Religion & de la liberté : Comment du depuis Cromwell & Charles II. avoient travaillé à l'exterminer de fonds en comble , la nommant une autre Carthage à leur égard ; qu'en 1664. au beau milieu de la paix , & pendant que Charles II. amadoüoit cet Etat, & le combloit de caresses , sa Flotte chassa les Hollandois des établissemens considérables qu'ils avoient formés aux nouveaux Pais-Bas , à present la nouvelle York : comment un peu après , sçavoir en 1672. ce même Roi profitant du mécontentement que la France conçût contre l'Etat , pour avoir sur les persuasions des Anglois mêmes , concouru au Traité de la triple alliance , prit occasion de-là d'engager , sur leurs propres conseils , cette Couronne dans un détestable Traité , pour partager les dépouilles de cette République entre la France & l'Angleterre , & l'attaquer conjointement ; & comment la Souveraineté de la Province

d'Hollande , en faveur du Prince d'Orange , neveu de Charles II. étoit un des points de satisfaction que les Anglois exigeoient de la République : comment l'Angleterre avoit trouvé le secret d'engager les Régens de la République dans une guerre contre la France & contre l'Espagne , sous le prétexte des dangers où l'on disoit être la Liberté & la Religion , & de les porter à charger le Vaisseau de l'Etat , jusqu'au point de le faire couler à fond , par une guerre des plus ruineuses , sous le spécieux titre d'abaisser le pouvoir exorbitant de cette Couronne , & de prévenir la réunion des deux Couronnes sur une même tête : & comment la façon dont les Anglois étoient sortis de cette guerre , avoit prouvé à tout l'Univers que ces beaux prétextes , & ces spécieux titres n'avoient été que des pièges dressés par eux , pour y faire tomber l'Etat , en déprimant les forces navales , & son commerce par l'Etat même & par ses propres armes ,

jusqu'à ce déclin où on les voyoit  
 aujourd'huy , & en même temps  
 en élevant sur ces brisées les forces  
 de mer & de commerce des Anglois  
 au point de se croire en droit , &  
 de se remplir de l'envie de donner  
 la Loi aux quatre parties du Mon-  
 de : & comment une union étroite  
 entre la France & cet Etat , étoit  
 l'unique contrepoids que l'esprit  
 humain puisse imaginer pour empê-  
 cher la domination absolue des An-  
 glois sur les mers , & assurer à cet  
 Etat son indépendance par rapport  
 à cette impérieuse Nation. Que cet-  
 te même union étoit aussi l'unique  
 bouclier de l'Etat contre ce qu'il  
 pourroit avoir à craindre de quel-  
 que côté que ce soit ; & enfin com-  
 ment les Anglois employoient tou-  
 tes sortes de moyens , pour exciter  
 une haine générale entre cette Na-  
 tion & la nôtre , le tout afin de  
 pouvoir derechef par les mains de  
 cette République ( de quelque ma-  
 nière qu'elles puissent les faire brû-  
 ler , n'importe ) tirer les marons du  
 feu.

Je n'entre dans aucun détail sur tous ces points , pour ne pas importuner L. H. P. par des répétitions qu'elles m'ont déjà dit ne leur être point agréables. Je suis aussi fort éloigné de vouloir susciter des animosités dans notre Nation contre les Anglois ; car je méprise toutes ces haines & tous ces desirs de vengeance , comme des folies au suprême degré , & je les déteste comme des choses qui étouffent tout sentiment de Religion ; enfin je sçais que je ne parle point au peuple , mais à la Haute Regence , dans le tems , & à l'endroit où cela est convenable , & je parle selon mon devoir ; & comme il s'agit ici des mêmes écueils , contre lesquels le Vaisseau de l'Erat a donné si rudement , qu'il a failli à en être submergé , & que les mêmes causes produisent les mêmes effets , j'ai cru que cette courte récapitulation pourroit servir en quelque façon de fanal à quelques-uns de nos braves



(111)

Pilotes , pour éviter les endroits  
dangereux.

Je suis , &c.

Paris , ce 11 Janvier , 1743.



## L E T T R E

*Du même au même.*

---

# M O N S I E U R

Dans l'augmentation de la Cavalerie on a fait quelques changemens , tellement qu'au lieu de 300 Compagnies nouvelles de Cavaliers & Dragons , on n'en fera que 76 : & le reste de l'augmentation se fera en ajoûtant cinq Maîtres à chacune des Compagnies qui sont actuellement sur pied , & en les mettant ainsi à 41 chevaux chacune. Outre

cette augmentation de la Cavalerie , & les sept nouveaux Bataillons Allemands , comme aussi sans compter les 50 à 60 Bataillons de Miliciens , cette Couronne aura au Printemps prochain une armée de 92 mille hommes d'Infanterie , & 23 mille de Cavalerie , y compris l'Armée de Prague , pour être employés sur les frontières de ce Royaume du côté des Pays-Bas , en cas de nécessité. C'est une vérité dont je puis assûrer L. H. P. avec une entière connoissance de cause , & sur quoi l'on peut faire fonds entièrement.

L'opinion générale ici est , qu'au cas que l'Etat donnât par ses actions quelque soupçon fondé , de vouloir favoriser les desseins de la Maison d'Autriche , & de l'Angleterre contre cette Couronne , la Cour ne manquera pas de faire retourner dans ce Royaume toutes les Troupes qui sont en Bavière , & je n'ai trouvé personne parmi tous ceux qui sont en état d'en juger , qui ne  
com-

comprenne clairement , qu'humainement parlant , la France ne soit par le moyen de cette armée , parfaitement à couvert de la ligue la plus puissante & la plus forte qui se puisse faire , soit pour conquérir ce Royaume , soit pour abaisser son pouvoir ; d'autant que , comme vous le sçavez , Monsieur , toutes les ligues qui se sont jamais faites par une ligue offensive , ont toujours été poussées moins ardemment par quelques-uns des Confédérés , & ont toujours fini par des paix séparées.

Je m'apperçois que tous les gens sensés appréhendent extrêmement que l'Etat ayant aigri ainsi les esprits à un si haut degré , n'éprouve que trop tard , qu'au lieu de l'eau il n'aura fourni que de l'huile à ce feu ; pour le faire brûler avec la dernière véhémence.

Les mêmes personnes comprennent que faire revenir les Troupes de France , & ensuite transporter le Théâtre de la guerre dans les

K

Pays-Bas , loin d'avancer les intérêts de la Maison d'Autriche , & d'assurer l'équilibre , ne feroit que reculer les uns , & exposer l'autre aux plus grands dangers.

La raison en est entr'autres , que l'Aveu de la Maison d'Autriche est une preuve évidente qu'il n'a tenu qu'à elle de faire la paix à des conditions qui eussent été à sa bien-séance particulière , & que tout prouvoit que les Princes de l'Empire , principalement le Roi de Prusse , ne pourront jamais souffrir que la Maison d'Autriche se rende Maîtresse de la Couronne Impériale par la force des armes , ou voulut annexer les Etats de Baviere à ceux de son patrimoine , & qu'ainsi une guerre de la Maison d'Autriche pour l'un de ces deux desseins , entraineroit nécessairement une guerre civile dans toute l'Allemagne , d'où il ne pourroit résulter que l'affoiblissement extrême de tous les Princes , & par conséquent la destruction totale de la Balance en Europe.

J'écris ceci Mardi au soir ; après avoir envoyé ce matin sçavoir des nouvelles de la santé de M. le Cardinal. S. Em. a eu la nuit un accès de fièvre très-violent , & se trouvant actuellement dans un état très-dangereux , elle paroît tirer à grands pas à sa fin.

J'ai parlé depuis à quelques Ministres de cette Cour , que j'ai trouvé dans les mêmes sentimens par rapport aux affaires du temps , surtout à l'égard de la confiance entière qu'ils m'ont parû mettre dans les dispositions pacifiques de cet Etat , & dans son attachement constant à l'amitié de cette Couronne , comme je l'ai dit plusieurs fois dans mes précédentes , & encore dans mes deux dernières. Car comme l'Aveu susdit de la Reine prouve que la guerre n'est plus une guerre défensive : que L. H. P. ont déclaré si solennellement à cette Cour qu'elles n'ont aucun engagement , qui tende à offenser quelqu'un ; que d'une façon également

K ij

formelle elles ont donné les assurances les plus fortes ; qu'elles ne manqueront point de faire voir par toute leur conduite , la sincérité de leur intention à l'égard de l'affermissement , de l'amitié & de la bonne harmonie entre cette Couronne , & la République , ces Ministres en tirent cette conclusion , que l'amitié entre cette Couronne & notre Nation est entièrement à couvert , malgré les efforts les plus violens de ceux qui travaillent à les mettre aux prises.

Cette conséquence tirée de ces déclarations de L. H. P. passe en certitude par la haute estime, générale & extraordinaire que l'on a ici pour l'Etat , parce que l'on suppose que parler d'une façon , & agir d'une autre toute différente , est aussi opposé au caractère de sagesse , reconnu dans L. H. P. que le mensonge est contraire à la vérité ; la Religion & la Raison condamnent également une action de cette nature , comme un vice lâche & scandaleux que l'ex-

périence de tous les tems a prouvé  
n'être qu'une manie toute pure dans  
un moins puissant , contre un beau-  
coup plus puissant.

L'on me toucha en même tems la  
maxime que la Nature enseigne , &  
qui est fondée sur le droit des Gens ,  
à sçavoir qu'un troisiéme , quoi-  
qu'il n'exerce directement aucune  
hostilité , se déclare néanmoins en-  
nemi , en mettant l'une des Par-  
ties en état d'attaquer l'autre avec  
plus de force ; & qu'ainsi l'Etat en  
occupant les Pays Bas Autrichiens  
par ses Troupes , donneroit occa-  
sion à la Reine d'Hongrie , de mê-  
me qu'à l'Angleterre d'employer  
toutes leurs forces pour conquérir  
les Etats de la Maison de Baviere ,  
& s'emparer de la Couronne Impé-  
riale en faveur du Grand Duc , par  
une guerre qui mettroit toute l'Al-  
lemagne sens dessus dessous , faute  
que la République payeroit chere-  
ment par la perte de sa liberté ; sans  
compter que par-là l'Etat se déclare-  
roit, quoique moins indirectement ,

de gens qui soutiendront toujours qu'on auroit mieux fait de prendre le parti de la guerre, & qu'ainsi mon application & ma fidélité à informer L. H. P. de tout ce qui me revient pour la conservation de cette paix tant chérie, ne m'attirera certainement ni la faveur, ni l'estime de ces personnes. Mais L. H. P. sçavent que le salut de la Patrie me tient lieu de tout ; desorte que j'aimerois mieux me voir accablé de la haine la plus affreuse & du mépris le plus mortifiant, pourvû que l'Etat demeure en paix, que de voir exalter ensuite jusqu'au Ciel mes sentimens pacifiques dans la République comme dans ce Royaume, forcées à cela par une triste expérience des calamités affreuses de la guerre.

Il est certain que déjà la Cour Impériale n'est point du tout contente de celle de France, ni surtout de M. le Maréchal de Broglio, parce qu'elle soupçonne cette Cour d'avoir beaucoup plus à cœur le rétablissement



rétablissement de la paix , que d'obtenir une satisfaction raisonnable au sujet de ses prétentions sur la succession du feu Empereur. Elle est dans l'opinion aussi , que M. le Maréchal de Broglio a négligé ou évité de se rendre maître de Passaw & de Schandingen , lorsqu'il étoit en son pouvoir de le faire. Le bruit est général , que ce Maréchal fait de grandes instances à ce qu'on fasse retourner les Troupes de France qui sont en Baviere , & on dit toujours que celles qui sont sorties de Prague continueront leur marche vers ce Royaume.

Hier au soir M. le Cardinal se trouva moins bien , & vous verrez par le Billet que je reçois dans ce moment d'Issy , que S. Em. est à présent dans l'état du monde le plus dangereux.

Je suis , &c.

*Paris le 18 Janvier 1743.*

L

*Vendredi à sept heures du matin.*

Le cours de ventre que S. Em. a eu hier toute la journée l'a réduit dans un grand accablement. Le délire vient par intervalle , la toux est moins fugante , les crachats ont toujours de la peine à venir. Il a beaucoup de peine à avaler , & rebute la boisson & toute sorte de nourritures.

+++++

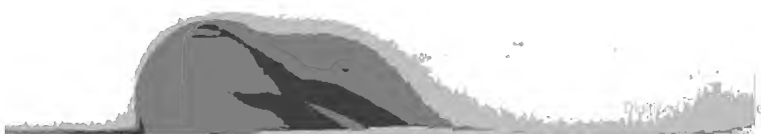
## L E T T R E

*Du même au même.*

---

**M**ONSIEUR;

Comme il n'y a point de confirmation de la nouvelle qui s'est répandue ici , il y a quelque tems ,



des délibérations de L. H. P. pour employer une grande partie de leurs Troupes , afin de mettre la Reine de Hongrie en état de faire une guerre offensive , soit directement contre cette Couronne , soit contre l'Empereur , on commence à douter de plus en plus de la vérité de ces bruits , sur-tout chez les gens sages & sensés. Car , sans compter la confiance entière que met cette Nation dans la haute sagesse , la candeur & l'amour de la paix de L. H. P. il ne se trouve personne qui ne regarde comme une démonstration , que le rétablissement du repos de l'Europe , est une suite nécessaire de leur conduite prudente & modérée.

Il se répand un nouveau bruit entièrement opposé à un autre qui a précédé , & où il étoit question du Roi de Prusse , qui , disoit-on , s'étoit laissé entraîner à faire la guerre à cette Couronne , comme je l'ai mandé par ma soumise du 4 du courant. A présent l'on divul-

güe que S. M. a déclaré au Roi d'Angleterre , qu'elle ne souffriroit point que des Troupes Angloises , ni aucunes autres Troupes qui sont à la solde d'Angleterre , entrent dans l'Empire pour y faire durer la guerre ; que comme Electeur & Prince de l'Empire , il étoit obligé d'y maintenir le repos , & qu'ainsi il auroit soin en même tems d'en faire sortir les Troupes de France , s'offrant de travailler conjointement avec l'Angleterre & la République à procurer une paix entre l'Empereur & la Maison d'Autriche à des conditions équitables.

Mais de ceci il ne m'est rien revenu par le canal des Ministres de cette Cour , & j'ai trouvé que d'autres personnes dont je respecte le jugement , n'ajoutent aucune croyance à ce bruit. En voici la raison.

C'est que toutes ces personnes posent en fait que tant que la guerre se fera en Allemagne , avec des avantages à peu près égaux , & par

conséquent avec une diminution à peu près égale des forces de toutes les parties , le Roi de Prusse n'y prendra aucune part ; mais que s'il arrivoit que l'une des parties , principalement la Maison d'Autriche , vînt à faire pancher la balance un peu trop de son côté , alors le Roi fera cesser la guerre par une médiation armée ; & que par la même raison , il ne pourra , ni ne voudra jamais permettre , que la Maison d'Autriche se rende maître des Etats de Baviere , & bien moins de la Couronne Impériale. C'est l'opinion unanime de toutes ces personnes , & il n'y a qu'une voix là-dessus.

L'on dit encore fort généralement , que le Roi de Pologne , Electeur de Saxe , est dans le dessein de faire valoir ses prétentions sur les Duchés de Juliers & de Bergue ; ce qui est la cause que bien des gens appréhendent que l'Angleterre & la Maison d'Autriche ne prennent de là occasion d'engager

aussi ce Roi dans leur guerre contre l'Empereur & contre la France.

La situation présente des affaires en Lombardie est telle que le Roi de Sardaigne en ayant retiré presque toutes ses Troupes en Piémont , les Autrichiens ne sont plus en aucune façon en état d'y tenir contre les Espagnols , sous les ordres de M. de Gages ; ce qui fait naître un nouveau motif d'appréhender que pendant qu'on flatte la Reine de la promesse d'aggrandir ses Etats aux dépens de l'Empereur , ou de cette Couronne , par la continuation de cette guerre , l'événement ne prouve que trop la solidité des raisons de ceux qui ont jugé , qu'il n'y a rien de plus nécessaire , ni de plus utile pour la Reine en particulier & pour le bien de l'Europe en général , qu'une paix qui seroit à la bienfaisance de sa Maison Archiducale.

Je me trouve encore obligé d'ajouter ; par rapport à ce que je viens de dire , que la réflexion fait

sentir de plus en plus à toute personne sage & impartiale l'impossibilité qu'il y a pour la Reine de Hongrie de faire aucune conquête sur l'Empereur , ni sur cette Couronne , & que l'évidence de cette vérité doit faire croire absolument que la conduite de cette Princesse , qui préfère la continuation d'une guerre désolante & périlleuse à des propositions d'une paix qui seroit de la bienfaisance , doit être attribuée au cœur aigri de la Reine , plutôt qu'à aucun conseil donné de sens froid , soit par l'Angleterre , soit par quelqu'autre Puissance.

Vendredi matin , M. le Cardinal étant toujours dans le même état , son Valet de chambre lui demanda s'il ne vouloit pas prendre un peu d'Eau de canelle ; S. Em. répondit d'abord : » Je ne veux ni » canelle , ni canaille. » Mais un moment après il le rappella , & lui dit : » Donnez-moi de la canelle , » puisqu'elle vient de mes bons

( 128 )

» amis les Hollandois ; Je ne veux  
» point leur déplaire.

Je suis , &c.

*Paris le 21 Janvier 1743.*



## L E T T R E

*Du même au même.*

---

**D**ANS la conversation que j'eus  
mardi avec Messieurs les Mi-  
nistres à Versailles , il m'a paru de  
nouveau , & de la maniere la plus  
claire , que cette Cour est toujours  
dans la même disposition par rap-  
port au rétablissement de la paix ,  
comme je l'ai mandé souvent à L.  
H. P. & qu'Elle desire sincerement  
que la Cour de Vienne veuille en-  
fin donner les mains à un accom-



modement à des conditions égales ,  
& par conséquent convenables aux  
intérêts particuliers de la Maison  
d'Autriche.

M. le Cardinal Tencin parlant à  
cette occasion de la véritable gran-  
deur d'ame , & la comparant aux  
passions qui souvent prennent la fi-  
gure hypocrite de cette rare vertu ,  
me dit que l'idée que la sage con-  
duite des Etats Généraux lui avoit  
fait concevoir de leur vraie façon  
de penser , l'engagent à croire fer-  
mement, que L. H. P. uniquement  
par amour pour la Reine & pour  
le bien du genre humain , n'étoient  
pas moins disposées à employer  
leurs trésors pour fléchir le cœur  
de cette Princesse & la déterminer  
à un accommodement , aux condi-  
tions que je viens de toucher , que  
d'autres paroïssoient prompts à pro-  
diguer les leurs pour la détourner de  
prendre un parti aussi salutaire , & la  
faire persister dans la continuation  
de la guerre au péril de ses Etats  
héréditaires, à la destruction du gen-

re humain , & principalement de ses Sujets.

Une personne de distinction & en état de juger avec connoissance de cause , m'a dit que la situation des affaires en Amérique étoit telle , qu'il est impossible que l'Espagne puisse donner aucune augmentation de territoire aux Anglois , sans se mettre Elle-même dans le plus grand danger de se voir bien-tôt chassé de toute cette partie du monde ; & que quant aux nouveaux avantages qu'on voudroit accorder à la Nation Angloise dans le Commerce de l'Amérique Espagnole , il en devoit résulter nécessairement la ruine totale de celui qui se fait par la voye de Cadix ; & qu'ainsi les Domaines de l'Espagne en Amérique deviendroient une charge inutile , & même ruineuse pour cette Couronne.

La même personne me disoit , qu'elle sçavoit d'une façon à n'en pouvoir douter , que la Cour d'Espagne étoit trop pénétrée de ces

vérités pour se flatter que des Négociations qui auroient pour objet les deux points que je viens de toucher , puissent jamais réussir ; & qu'on y trouveroit des difficultés qu'on ne pourroit jamais surmonter.

Mais vous sçavez , Monsieur , par ce que j'ai mandé souvent à L. H. P. que d'un côté l'appréhension de cette Cour est toujours très-grande , que l'acquisition de quelque établissement en Italie en faveur de Dom Philippe ne tienne si fort à cœur à la Cour d'Espagne , que pour y parvenir rien ne lui coûte , & qu'elle ne fasse ces deux grands sacrifices à l'Angleterre , quelques pernicieuses qu'en puissent être les suites pour l'Espagne elle-même , & pour les autres Nations.

Ayant écrit cette dépêche jusqu'ici , je reçois la résolution de L. H. P. du 15 du courant. Elles jugeront facilement de la douleur que je ressens en voyant que j'ai le malheur de leur déplaire , dans le tems que je travaille de bonne foi à rem-

plir mon devoir envers la Patrie. Je suis homme , & j'avoue ma foiblesse ; c'est à L. H. P. de commander , & à moi d'obéir.

Mais vous aurez la bonté , Monsieur , quant aux raisons mentionnées dans ma dépêche du 11 du courant , qui m'ont engagé à faire à L. H. P. succinctement , mais fidèlement le récit de ce que l'on m'a dit ici ( quoiqu'avec beaucoup plus de feu & de circonstances ) de la conduite que l'Angleterre a tenue avec la République depuis son origine, d'ajouter encore celles qui suivent.

La première raison , c'est la persuasion où sont le Cardinal & les autres Ministres de cette Cour ( ce dont j'ai souvent donné connoissance à L. H. P. ) qu'entretenir la bonne amitié avec l'Angleterre par toutes les voyes justes & raisonnables , n'est pas d'une moindre nécessité pour la République , que l'entretien de la même amitié avec cette Couronne. D'où il s'ensuit

que cette Cour n'a pas en vûe d'exciter des animosités contre l'Angleterre.

La seconde , que M. le Cardinal , lorsque S. Em. me fit il y a mercredi quinze jours ce récit avec beaucoup plus de circonstances, ajouta ces mots : » Vous sçavez , Mon-  
 » sieur , combien je suis éloigné de  
 » vouloir susciter de l'animosité  
 » dans l'Etat contre l'Angleterre ;  
 » Je vous rappelle ces choses seulement pour que la République ne  
 » fasse point fonds trop légèrement  
 » sur les belles paroles des Anglois ,  
 » l'expérience de tous les tems doit  
 » lui avoir appris que le Proverbe ,  
 » *naturam expellas furcâ* , &c. se peut  
 » appliquer au plus haut degré à  
 » cette Nation.

La troisième raison , c'est qu'il m'avoit paru par plusieurs discours de Messieurs les Ministres , que cette Cour s' imagine fortement que les sollicitations des Anglois , pour engager cet Etat dans une guerre , sont poussées avec beaucoup de

chaleur & grande apparence de succès. Ainsi j'ai cru qu'il étoit de mon devoir de ne rien cacher à L. H. P. de tout ce qui me revint en même tems pour le maintien de la paix ; mes instructions portent entre autres , d'avertir exactement L. H. P. de tout ce qui viendra à ma connaissance , quand la chose sera de quelque importance , tant par rapport à ma commission qu'autrement.

La quatrième raison est , que ces mêmes instructions m'ordonnent de travailler à ce que la bonne intelligence entre les deux Cours & les deux Nations , soit conservée à tous égards & cimentée de plus en plus. Comme aussi parce que L. H. P. par plusieurs de leurs résolutions , & notamment par celle du 20 Juillet dernier , ont témoigné leur satisfaction par rapport à ma conduite , en ce que je tâchois de convaincre cette Cour des desirs sincères qu'avoient L. H. P. de cultiver l'amitié mutuelle entre les deux Nations , & de déraciner tous soupçons & méfiances. Ainsi j'ai

éru , que comme le susdit récit ne me fut fait que pour contrequarer les efforts de ceux qui cherchent à susciter de l'animosité entre cette Couronne & l'Etat , il étoit de mon devoir aussi d'en faire part à L. H. P. pour la même fin.

La cinquième raison , c'est que par rapport à tous les motifs susdits , je me suis fortement figuré que la résolution du 20 Juillet dernier n'étoit relative qu'à ce qui se dit dans le Public sur la façon de penser des Anglois par rapport à cette République , puisque cette résolution ne m'ordonne point de cacher à L. H. P. ce qui me seroit dit directement en qualité d'Ambassadeur par Messieurs les Ministres de cette Cour , pour le maintien de la Paix & de l'amitié mutuelle entre les deux Nations.

Au reste , je proteste religieusement que la conservation de l'amitié avec l'Angleterre ne me tient pas moins à cœur que celle de la bonne

intelligence avec la France , & que je travaillerois avec la même fidélité & la même application , si mon emploi l'exigeoit , à prévenir dans l'Etat tous mauvais soupçons contre l'Angleterre , lorsqu'ils tendroient à faire naître une guerre pernicieuse entre cette Nation & la nôtre , parce que je considère la paix comme le trésor le plus précieux de l'Etat , & l'amitié des deux Couronnes , de l'Angleterre aussi bien que de la France , comme son plus ferme appui.

On prétend que le Roi , vû l'état moribond où continue d'être M. le Cardinal , au cas qu'il vînt à perdre ce Ministre , n'a pas l'intention de remplir sa place , mais de travailler lui-même dans les départemens des Secretaires d'Etat.

Cependant la multiplicité des affaires de ce vaste Royaume , surtout en tems de guerre , fait que la plupart croient , que ce Prince ne pourra que très-difficilement se dispenser





dispenser de continuer la direction des affaires sur le même pied , & de conferer à l'un de ses Ministres une autorité supérieure à tous les autres.

M. le Dauphin étant mardi chez M. le Cardinal , S. Em. lui dit , *Que les Princes de son rang n'étoient guères accoutumés d'honorer de leur présence un agonisant. Que cependant ces visites ne pouvoient leur être qu'utiles , en ce que par-là ils apprenoient à connoître de près la misère humaine , en se rappelant qu'ils sont des hommes aussi , & que le même sort les attend tôt ou tard.*

Tous ceux qui ont accès chez M. le Cardinal me disent que S. E. dans ces jours qui , humainement parlant , paroissent les derniers de sa vie , conserve pour la République & pour son Ambassadeur ici , les mêmes sentimens d'amitié que j'ai si souvent dit à L. H. P. être naturels à S. Em. Cependant pour ne point la troubler dans la visite que je lui fis hier à Issy , je ne trou-

M

(138)

vai pas encore à propos d'approcher de son lit.

Je suis, &c.

Paris le 25 Janvier 1743.



## LETTRE

*Du même au même.*

---

MONSIEUR,

Dans la conversation que j'eus mardi avec Messieurs les Ministres de cette Cour à Versailles, ils m'ont tous parlé d'abord de la résolution de L. H. P. du 15 du Passé, prise sur mon sujet; parce qu'elle est devenue publique dans cette Ville. Je m'abstiens d'en toucher aucune particularité, puisque je ne

ſçaurois le faire ſans encourir le plus grand danger de me faire regarder comme défobéiſſant aux ordres qui ſ'y trouvent renfermés.

Mais avant que de paſſer outre , qu'il me ſoit permis d'ouvrir mon cœur à L. H. P. & de leur repréſenter de la maniere la plus reſpectueuſe :

En premier lieu , que la réſolution de L. H. P. a excité en moi le plus grand abattement , quoique mon emploi demande , & ſur-tout dans ces conjonctures , un eſprit doublement courageux & doublement vigilant. Mais cette difficulté peut être ſurmontée par ma conſtance , & par la confiance que je mets dans l'équité de L. H. P. l'une & l'autre , vous le ſçavez , Monſieur , ſont la récompenſe la plus glorieuſe , & en même tems le témoignage le moins douteux d'une conſcience nette , laquelle je me ſuis conſervée par la grace de Dieu.

En ſecond lieu , que toutes mes Dépêches , depuis plus de quinze

Mij

ans , prouvent que je ne me suis jamais amusé à les remplir de bruits vagues , ni de vains discours , pour porter l'Etat à s'engager dans quelque guerre ruineuse , ou quelque paix trompeuse , & que je n'ai fait parvenir à L. H. P. que des avis fondés sur une connoissance entière de la nature des choses, sur la raison & l'expérience de tous les tems ; avis qui servoient principalement à bien remplir mon devoir & mes instructions , *de travailler en général à ce que la bonne intelligence & l'amitié entre les deux Etats & leurs Sujets fussent conservées & cimentées de plus en plus , & à ce que tous soupçons & mauvaises intelligences soient ôtées tout-à-fait , & même prévenues , selon les résolutions & les ordres réitérés de L. H. P.*

En troisième lieu , que toutes mes Dépêches sont autant de preuves authentiques , que toute ma politique , toute simple & toute unie , n'est fondée uniquement & invariablement que sur les maximes suivantes.

1°. Sur celle qui nous ordonne de veiller à notre conservation , en nous confiant à la Providence : *Vigilate Deo confidentes* ; de nous reposer uniquement sur sa bonté , & non sur les hommes , dont les passions l'emportent sur la raison.

2°. D'étouffer tous mauvais soupçons & méfiances dans leur berceau , par des éclaircissemens donnés & pris à propos ; puisqu'à mesure que la méfiance gagne des forces , elle fait naître nécessairement des haines injustes & des animosités violentes qui éclatent enfin en une guerre ouverte & ruineuse.

3°. D'aller au-devant de l'envie & des desirs de la vengeance : la nature , la raison & l'expérience nous faisant connoître la folie de ces passions extravagantes , & notre sainte Religion les condamnant au suprême degré.

4°. Enfin , d'assurer la paix à cet Etat , autant que cela se peut humainement parlant , par les vertus de ceux qui composent notre

Gouvernement , en dirigeant leurs actions selon la règle fructifiante de Notre Divin Sauveur , qui ordonne de faire à autrui comme nous souhaiterions qu'on nous fît à nous-mêmes.

Desorte que lorsque L. H. P. par leur résolution du 15 du passé , paroissent imputer à ces mêmes Dépêches des vûes & des sentimens entierement opposés à ceux que je viens de récapituler , quoique ma candeur , & ma sincérité se manifestent dans les Relations de la règle de mon procedé & de ma conduite depuis ma jeunesse jusqu'à présent , je n'ai pû concevoir de-là que de nouvelles & très-fortes appréhensions que ceux à qui mes travaux & mon application continuelle à cimenter la bonne intelligence & l'amitié déplaisent , auront enfin réussi à me rendre suspect , & par conséquent odieux , & méprisé de L. H. P. à la destruction totale de mon ministere.

Cependant il ne me convient pas

de demander de rechef mon rappel (quoique ce soit le seul moyen de me conserver un morceau de pain pour mes vieux jours.) parce que L. H. P. m'ont déclaré ci-devant , que mon rappel seroit préjudiciable au service de l'Etat. Pour moi souhaitant de cœur & d'ame de sacrifier mon sang & mon bien pour la conservation de la paix & de la liberté , & de l'accroissement de la prospérité de la République , non-seulement dans cet emploi , mais par tout ailleurs où l'Etat pourroit avoir besoin de moi , je me dévoue & me consacre à la Patrie , sans réserve & sans exception.

Mais malgré tout cela , je ne sçaurois m'empêcher de prier Dieu ardemment & tout haut , afin que tous les membres de la Régence le puissent entendre , de vouloir diriger leurs cœurs de façon , que dans le choix d'une autre personne pour l'ambassade de France , ils en puissent rencontrer une douée de plus grand talens , qui ait moins

d'imperfections , & qui soit remplie d'un amour aussi ardent pour tout ce qui regarde le devoir envers la Patrie , & qu'il veuille enfin leur inspirer de m'accorder du repos après tant d'années de travaux , de sacrifices pour la République , & d'une conduite toujours désintéressée dès qu'il n'a été question que de moi-même.

M. le Cardinal étoit déjà le matin de mardi dernier à l'extrémité , ce qui donna occasion de me parler des sentimens sincères de ce Ministre pour la République , & à moi d'écrire en même tems , que comme je sçavois que ces sentimens étoient aussi ceux de toute la Nation , je pouvois assurer L. H. P. qu'un chacun de ceux qui me parloient , prouveroient par les effets & par leurs actions , qu'ils pensent & penseront toujours de même envers la République , tant qu'elle se sentira de l'amitié pour cette Couronne.

J'aurois tort cependant de cacher



cher à L. H. P. que cette Cour ,  
 autant que je puis juger , ne compte plus si positivement qu'elle a fait ci-devant sur l'attachement inalterable de l'Etat pour la paix , & son amitié pour cette Couronne.

Mais que cela ne surprenne pas L. H. P. puisque selon le train ordinaire du cœur corrompu de l'homme , il se trouve ici , comme par tout ailleurs , des brouillons qui cherchent à pêcher en eau trouble , & qui considèrent la guerre comme le plus grand bien , & la paix comme le plus grand mal ; & qu'il n'est pas moins naturel à des gens de cette trempe de faire un mauvais usage de tout , dans la vûe de susciter des animosités réciproques , aussi tâchent-ils avec la même application d'imputer à l'Etat des sentimens contraires à la bonne amitié envers cette Couronne , pendant qu'ils agissent sourdement dans l'Etat , pour rendre cette Couronne suspecte d'avoir des desseins tendant à l'abolition de

N

la liberté de la République & à la destruction de notre sainte Religion.

Comme M. le Cardinal aimoit la République jusqu'au fond de son cœur, cette disposition avantageuse m'aideroit beaucoup à prévenir ou à détruire dans son esprit toutes sortes de mauvaises impressions de soupçons & de méfiances. C'étoit même quelque chose de si rare que cette favorable disposition, que l'on auroit de la peine d'en trouver autant dans aucun autre Ministre d'une Cour étrangère ; desorte qu'il paroît encore plus nécessaire présentement, puisque l'Etat a véritablement & effectivement à cœur la continuation de cette amitié, que l'on ait, pendant qu'il est encore tems, recours aux éclaircissemens, qui sont certainement le seul & le meilleur spécifique contre toutes sortes de sinistres soupçons.

Tous ceux qui ont connu M. le Cardinal tant soit peu de près,

l'ont toujours regardé comme un puissant antagoniste des desseins de la Cour d'Espagne ; & L. H. P. auront pû aussi remarquer dans mes Relations & d'ailleurs l'indisposition de cette Cour contre M. le Cardinal ; desorte que sa mort n'y fera nullement regardée comme une perte.

C'est ici une raison de laquelle il me semble qu'on doit inférer , qu'il y a apparence que la Cour de France ne travaillera plus avec le même zèle qu'Elle a fait certainement depuis six mois , pour disposer l'Empereur à se contenter de ses Domaines , au cas que la Reine de Hongrie voulût à cette condition donner les mains à la paix ; parce que par la paix , la Reine de Hongrie se verroit en situation d'employer toutes ses forces à la défense de ses Etats en Italie , & de faire avorter les entreprises des Espagnols dans cette partie de notre continent.

A cette raison il en faut joindre  
N ij

une autre ; c'est l'état changé des affaires d'Italie , & le courage que ce changement inspire à la Cour d'Espagne , laquelle se flatte de l'espérance de pousser ses desseins à une fin heureuse ; desorte qu'elle se croiroit beaucoup plus offensée , si à présent la France l'arrêtoit dans ses entreprises , en la frustrant par une paix entre l'Empereur & la Reine , d'une attente si bien fondée , selon son opinion.

Mais cette difficulté n'est pas de celles qui sont insurmontables , parce que toute la Nation Françoisse crie à haute voix après la paix , & que les Ministres , dans la conversation dont j'ai rendu compte , m'ont paru également portés pour le rétablissement du repos. Tous m'ont témoigné que cette Cour verroit avec plaisir que L. H. P. voulussent employer leurs bons offices auprès de l'Empereur & de la Maison d'Autriche , pour procurer une paix sur le pied de l'*uti possidetis* ; ce qui paroît une preuve bien

claire de la sincérité de leur intention , parce qu'au cas ( disent-ils ) que cette proposition ne fût point acceptée par les deux Parties , L. H. P. verroient du moins par Elles-mêmes jusqu'où la guerre de la Reine s'accorde avec les termes des alliances & engagements de la République.

A ce moment je reçois la résolution de L. H. P. du 22 du mois passé , prise sur l'une de mes précédentes Dépêches du 18. Mettez-vous , Monsieur , ( aussi-bien que chacun des membres de la Régence ) à ma place pour un moment , & vous jugerez plus aisément de la douleur extrême que m'a causé cette résolution. Aussi n'ajouterai-je rien à ce que j'ai dit ci-dessus , ni à ce qui se trouve dans ma Dépêche du 25 du mois dernier , en réponse à la résolution de L. H. P. du 15 précédent. Ma bonne conscience me tient lieu de témoins , & ma confiance entière sur la justice de l'Etat , d'un bouclier assuré , pour

ne pas me voir entierement affoimé par ce coup redoublé.

Au reste , toutes les Troupes Nationales de France sont sorties de la Ville d'Egra , & on y a mis des Régimens de l'Empereur.

Il est certain que la Cour de France a résolu jusqu'à présent , de ne tirer de la Baviere , & faire marcher vers le Royaume que six mille hommes seulement , tant Cavalerie qu'Infanterie , & que les dispositions sont faites pour avoir l'Armée de France qui est dans cet Electorat , complete vers la fin de Mars , ou le commencement d'Avril prochain.

La solde des Cavaliers & des Fantassins de France en Baviere a été augmentée de deux sols par jour , & les ordres sont donnés de distribuer outre cela à chacun deux onces de ris par jour.

L'emprunt de six millions par forme de Tontine , dont j'ai parlé dans ma dernière , fut rempli le même jour de la publication ; de



forte que le lendemain l'on n'en pût plus avoir un seul Billet.

Le Roy vient de déclarer à ses Ministres qu'il travaillera dorenavant en personne avec eux, & qu'ils recevront leurs ordres de lui-même.

Ce nouveau système de l'Administration des affaires de cette Cour paroît devoir être de durée, par la raison que les Ministres d'Etat sont tous également éloignés de se charger d'un fardeau aussi pesant que le Ministère général, & de se voir subordonner à l'autorité supérieure d'un seul d'entr'eux; d'où il résulte nécessairement, qu'un chacun contribuera de bonne foi à l'entretien d'une parfaite harmonie, tant pour faciliter les expéditions pour le Roy, que parce que c'est leur intérêt commun.

J'ai oublié cy-dessus de marquer dans sa place, que la mauvaise volonté de la Cour d'Espagne contre M. le Cardinal est allé si loin, que M. le Marquis de Castellar a été

chargé particulièrement de travailler de toutes les façons à ruiner ce premier Ministre dans l'esprit du Roy , & le faire disgracier , & que M. le Marquis de Las Minas a témoigné par toutes ses actions , que la perte de ce Cardinal étoit un des principaux objets de son Ambassade à cette Cour.

L. H. P. comprendront aisément que la Cour d'Espagne ne peut manquer d'avoir nombre d'amis dans celle-ci , où beaucoup de gens, pour avancer leurs intérêts , ont coutume de prendre leurs mesures de loin , comme gens à qui le cas où un Prince de la ligne d'Espagne monteroit sur le Trône de France ne paroît pas impossible. Il faut ajouter la libéralité de la Cour d'Espagne , qui prodigue aux principaux Seigneurs de cette Cour l'Ordre de la Toison , ou bien le titre de Grândeſſe , cette dernière dignité donnant ici le même rang , & les mêmes prérogatives que le Brevet de Duc & Pair.



Quand on fait attention que notwithstanding tout cela , & sans considérer que le Roy Catholique est Oncle du Roy de France , M. le Cardinal a témoigné par toutes ses actions , que jamais aucune espérance de s'acquérir la bienveillance de la Cour d'Espagne , ni aucune crainte de sa haine ou de sa persécution , ne pouvoit le détourner du bon chemin & de son devoir ; il paroît qu'on ne sçauroit exiger de preuve plus convaincante de son amour pour le Roy son Maître , ni de son dévouement total aux intérêts du peuple , sans aucun mélange de ses intérêts particuliers.

J'ai aussi oublié de dire tantôt , que sur les bons offices que j'ai employés en faveur de la République de Genève , Messieurs les Ministres m'ont répondu , que le Roy ne l'abandonneroit jamais , qu'il la protégeroit envers & contre tous , de la manière la plus efficace. Ils ajoutèrent que l'infraction faite au Traité de Saint Julien , avoit , suivant

(154)

toute apparence, sa source dans l'ignorance des Espagnols; mais que cette Cour ne manqueroit pas de mettre au plutôt celle d'Espagne mieux au fait.

Pour un plus grand éclaircissement de la période de cette dépêche qui commence : *Tous m'ont témoigné que cette Cour verroit avec plaisir*, &c. Je me trouve obligé d'observer encore qu'aucun des Ministres, principalement dans ces commencemens, ne pourra plus parler aussi positivement des intentions du Roy, comme du tems de M. le Cardinal; ils connoissoient celles de S. Em. & ils sçavoient parfaitement jusqu'à quel point le Roy se repositoit sur ce premier Ministre.

Je suis, &c.

*A Paris, le premier Février 1743.*



## L E T T R E

*Du même au même.*

---

M O N S I E U R ,

Le Ministre de la République de Genève m'a dit que sur ses représentations il avoit reçu la même réponse de M. Amelot, que ce Ministre & les autres membres du Ministère m'avoient donnée, & dont j'ai eu l'honneur de rendre compte à l'Etat par ma précédente.

Les Lettres de l'Armée de France qui est en Baviere, marquent que les maladies augmentoient parmi les Troupes, & que comme on les attribuoit à la mauvaise nourriture, & aux autres incommodités, M. le Maréchal de Broglio avoit

exhorté les Généraux & les Chefs des Régimens de faire leur possible , chacun dans son poste , pour étouffer ce mal jusques dans sa source. En attendant la Cour a travaillé avec tant de diligence à remplacer les pertes de cette Armée, que les recrues au nombre de deux mille deux cens cinquante hommes , dont l'on avoit besoin pour cet effet, & qu'on a tirées des Milices , sont déjà arrivées à Strasbourg , où le Marquis de Quenoy Lieutenant Général s'est déjà rendu pour les passer en revue ; desorte que l'on compte qu'elles arriveront avant le 15 du mois prochain à l'Armée en Bavière.

Le retour de l'Armée sous M. de Bellisle a été avancé ; desorte que la premiere division s'est mise en marche le 20 au lieu du 24 du passé , & la derniere suivra le 4 du courant au lieu du 11.

On assure que plusieurs Régimens de Cavalerie & d'Infanterie se sont mis en marche du côté de

Luxembourg , pour être à portée ; au cas que les Troupes d'Autriche & les Auxiliaires veuillent tenter de ce côté-là une invasion dans le Royaume.

Les soixante-seize nouvelles Compagnies de Cavalerie & Dragons de la nouvelle levée , sont presque toutes complètes ; mais les Ordonnances pour augmenter chaque Compagnie de Cavalerie & de Dragons de cinq hommes n'ont pas encore été distribuées.

On dit que l'Infant D. Philippe a demandé aux Régens du Pays de Valais, où est la Montagne nommée *le Grand Saint Bernard*, le passage par leur territoire pour entrer en Italie ; mais l'on suppose qu'il sera très-difficile de les porter à y consentir.

Le Roy a donné les deux Abbayes que possédoit M. le Cardinal à deux Abbés qui sont freres , & tous deux Neveux de feu S. Em. sçavoir celle de Saint Etienne de trente-cinq mille livres de rente à l'aîné , qui est Grand Aumonier de

(158)

la Reine , & celle de Tournay de  
16000 liv. au Cadet.

M. le Cardinal avoit encore quarante mille livres de rentes , ſçavoir vingt mille comme Surintendant des Postes , & pareille ſomme comme Miniſtre d'Etat , à laquelle ſont fixés les appointemens ordinaires de cet Emploi ; deſorte que tout ſon revenu annuel n'alloit pas au de-là de quatre-vingt-onze mille livres , monnoye de France. Il ne laiſſe point de dettes , ſa maniere de vivre ayant été extraordinairement ſobre ; & quand on conſidere ſon rang & l'uſage d'aujourd'hui , on eſt ſurpris d'entendre , qu'à peine toute ſa ſucceſſion , y compris Meubles , Vaiſſelles & Bijoux , vaudra-t-elle quatre-vingt mille livres de cette monnoye. Ce qui prouve de la façon la moins équivoque la pureté de ſes mains , & par conſéquent de ſon cœur.

J'ajouterai à cette occaſion , ce que M. le Cardinal m'a conté il y a pluſieurs années ; c'eſt un fait dont

la mémoire mérite d'être conservée, comme faisant également honneur à S. M. T. C. & à son Ministre. Le Roi immédiatement après son Sacre à Reims, ayant entendu dire à son ancien Précepteur, qu'à présent S. M. n'avoit qu'à prendre congé de la vérité pour toujours, ce jeune Prince lui demanda tout étonné pourquoi ? Et ayant reçu pour réponse que la vérité est chassée des Trônes des Rois par la flatterie, ce Monarque avec une mine des plus gracieuses lui dit : « Et moi, Monsieur, » je vous prie de me dire toujours » la vérité. » M. le Cardinal, lorsqu'il me raconta ceci, ajouta, qu'ayant promis au Roy de ne jamais la lui déguiser, il avoit tenu religieusement parole : qu'il n'avoit jamais craint de lui dire les choses naturelles & sans déguisement, quoique quelquefois très-oppo-  
sées aux inclinations & aux façons de penser du Monarque, & par conséquent désagréables ; que cela même n'avoit coûté aucune peine à lui

Cardinal , parce qu'ajouta-t-il , ofer dire les vérités les plus désagréables aux Rois , fut toujours la marque la plus évidente d'un respect sincere , & d'un amour véritable pour leurs personnes sacrées; & d'ailleurs qu'il avoit pû en agir ainsi avec moins de crainte qu'un autre , parce que l'intérieur du Roy & son cœur magnanime lui étoient si parfaitement connus , qu'il n'avoit jamais eu besoin de le regarder qu'avec les yeux d'un fidele Sujet , ni de lui parler que comme au Chef de l'Etat & au Pere du Peuple. Ce fut à l'occasion du grand mécontentement que la Cour d'Espagne fit éclater contre M. le Cardinal , & de la commission donnée au Marquis de Castellar de travailler à le faire disgracier , qu'il me fit ce récit.

M. le Cardinal ajouta alors , qu'il avoit été sensiblement mortifié d'avoir été quelquefois obligé de donner à S. M. des conseils opposés aux desirs



(161)

désirs de l'Espagne , parce qu'il regardoit l'amitié de cette Couronne comme extrêmement précieuse pour la Nation Françoisse ; mais que l'on ne pouvoit servir deux Maîtres , qu'il regardoit la paix comme le souverain bien de la France , & la guerre comme ce qu'il y avoit de plus funeste pour cette Nation, sans néanmoins qu'il pût trouver le secret de rapprocher ces deux extrémités *du plus grand bien & du plus grand mal*; Que le bien du peuple avoit toujours été la regle suprême de ses conseils , parce que là gissoit réellement la plus grande gloire des Souverains , comme faisant leur appui le plus sûr.

Le Corps de M. le Cardinal est resté à Issy , jusqu'à ce que le superbe Mausolée que le Roy lui fait élever dans l'Eglise de Saint Thomas du Louvre , laquelle on fait rebâtir , & que dorénavant l'on appellera *Saint Louis du Louvre* , soit achevé. En attendant le Roy a or-

O

donné qu'on fit de magnifiques obseques au Défunt dans l'Eglise Métropolitaine de cette Capitale. L'affliction de cœur que le Roy marque d'une maniere sincere dans toutes ses actions & dans toutes ses paroles , de la perte de ce Ministre , fait son plus grand éloge dans l'esprit d'un chacun , parce qu'aimer & regretter les vertueux , fut toujours considéré comme une marque réelle de vertu. Le Roy a donné à M. Amelot la Charge de Grand Maître des Cérémonies de l'Ordre du Saint Esprit , à la place de feu M. le Marquis de Breteuil & à M. le Contrôleur Général Orri , celle de Grand Trésorier du même ordre , laquelle avoit M. le Comte de Maurepas , qui en a donné sa démission de son pur mouvement , en se réservant les honneurs & les prérogatives attachées à cette dignité.

Après avoir écrit jusqu'ici , je viens d'apprendre de bonne part ,

qu'il est vrai que le Roy avoit conféré les deux Abbayes susdites aux deux Neveux de feu M. le Cardinal , mais qu'ils ont prié S. M. de trouver bon qu'ils ne les acceptassent point , disant qu'ils avoient déjà chacun environ trente mille livres de rentes en Bénéfices , & que les exemples de la modération de leur Oncle , avoit fait une si forte impression sur leurs cœurs , qu'ils ne cesseroient de prier Dieu de leur faire la grace de l'imiter : que le Roy avoit reçu les prieres de ces jeunes Abbés avec beaucoup d'estime , & de grandes marques de tendresse.

Le Canton de Schwitz vient d'accorder à la Cour d'Espagne la permission de lever un Régiment de quatre Bataillons qui sera sous les ordres du Colonel Redinger. On dit aussi ( mais c'est ce que je ne puis assurer ) que l'Abbé & Prince de Saint Gall avoit accordé la permission de lever un pareil Régiment.

O ij

( 164 )

de quatre Bataillons au Lieutenant  
Colonel Dunant Suisse de Nation,  
déjà au Service d'Espagne.

Je suis , &c.

*Paris , ce 4 Février 1743.*



## L E T T R E

*Du même au même.*

---

# M O N S I E U R ,

Je commence cette dépêche par  
rectifier une erreur glissée dans ma  
précédente du 1 du courant , sça-  
voir , *que la Tontine arrêtée il y a*  
*quelque tems , fut remplie le même jour*  
*de la publication* , parce que je sçais  
d'une manière à ne pouvoir en dou-  
ter , qu'hier on a pû avoir encore  
de Billets.

Mon Auteur Marchand Geve-  
 vois étoit dans la bonne foi , parce  
 qu'il l'avoit appris d'un des Col-  
 lecteurs de la Tontine , lequel ayant  
 d'abord débité son nombre de Bil-  
 lets , s'étoit imaginé que tous les  
 autres Collecteurs avoient eu le mê-  
 me succès que lui dans leur portion  
 de Billets. Cependant il est certain  
 que l'argent n'est nullement rare  
 ici , ni le crédit public diminué en  
 aucune façon. Une preuve de cela ,  
 c'est que l'argent n'est point monté  
 au de-là de son cours ordinaire qui  
 est de cinq pour cent , & que les  
 Actions sont actuellement plus hau-  
 tes qu'au commencement de cette  
 guerre.

J'ai été dans l'erreur aussi dans  
 dans mon énumération des revenus  
 de feu M. le Cardinal , puisque  
 j'ai trouvé qu'au lieu de vingt mille  
 livres de cette monnoye que j'avois  
 dit que lui rapportoit la Surinten-  
 dance des Postes , il n'en tiroit que  
 15000 liv.

Le grand exemple que le Roy

donne dans ses discours , & l'envie ne portant d'ailleurs ses coups que sur les vivans , il n'y a plus personne qui ne rende une entière justice à ce grand Ministre , & qui ne regrette sa perte.

La succession du célèbre Cardinal Georges d'Amboise premier Ministre du Roy Louis XII. montoit à onze millions , & le Marc d'argent , qui aujourd'hui vaut 50 liv. ne valoit alors que 10 liv. Les revenus du Cardinal de Richelieu étoient prodigieusement gros , & sa succession surpassoit de beaucoup les richesses des plus opulens Particuliers de son tems dans toute l'Europe. Le Cardinal Mazarin jouissoit d'un revenu de dix-huit cens mille francs : sa succession fut estimée vingt-deux millions , & le prix du Marc d'argent n'étoit alors que de 27 liv.

En comparant le crédit qu'ont eu les susdits premiers Ministres auprès de leurs Maîtres , avec la confiance entière & parfaite que le Roy

d'aujourd'hui avoit placée dans cette dernière Eminence , l'on trouve que le pouvoir des premiers étoit autant au-dessous du crédit tout puissant de ce dernier , que leurs richesses étoient au-dessus de celles qu'il possédoit.

L'exemple de modération singulière qu'ont donnée les deux Neveux de feu M. le Cardinal n'est pas si généralement applaudi ; ce qui ne doit pas surprendre, puisque, comme vous le sçavez, Monsieur, les hommes n'aiment point voir dans les autres des vertus dont ils se sentent incapables eux-mêmes , & tâchent toujours de les flétrir du nom de quelque vice , ou de les tourner en ridicule. Mais les gens de candeur & tous ceux qui connoissent de près ces deux Messieurs, ne peuvent que rendre une justice entière à la simplicité de leur cœur.

M. le Contrôleur Général a été nommé Exécuteur Testamentaire de feu S. Em. & sous lui M. l'Ab-

bé Brisar , qui faisoit les affaires de M. le Cardinal. Ce choix prouve la confiance inébranlable de ce Ministre en M. le Contrôleur sur le pied que j'en ai toujours parlé dans mes Relations , en opposition à tant de bruits contraires , destitués de tout fondement , répandus souvent de tous côtés.

Ce dernier est regardé universellement , comme ayant acquis une grande part dans la confiance du Roy , apparemment parce qu'on l'en croit généralement digne ; & j'ai déjà marqué plus d'une fois le desir sincère & constant qu'a ce Ministre de contribuer par tout ce qui est en son pouvoir pour l'affermissement de l'amitié entre cette Couronne & la République , & la persuasion où il est , que rien n'est plus avantageux pour les deux Nations. On peut compter sûrement sur sa parole , étant de ces hommes qui parlent toujours du fond de leur cœur , & dont les actions sont autant de preuves invariables , que  
la



la droiture est leur plus saine politique.

Dans la conversation que j'eus Mardi & Mercredi avec M. Amelot & quelques autres Ministres de cette Cour, j'ai remarqué, Monsieur,

1°. Les mêmes sentimens pour assurer la bonne intelligence, & par la même raison que je viens de toucher, & que j'ai souvent dit à L. H. P. être la vraie façon de penser de cette Cour, aussi-bien que de toute cette Nation.

2°. Les mêmes sujets pour mes appréhensions mentionnées dans ma dernière à l'endroit qui commence : *Mais j'aurois tort de cacher à L. H. P. &c.* & comme la cause de ces appréhensions, de même que le remède, s'y trouvent, je ne m'étendrai pas davantage sur cette matière. J'ajouterais seulement les trois maximes suivantes, parce qu'elles expriment en peu de mots des points très-essentiels, que l'on m'a mis devant les yeux dans la dernière con-

P.

versation & dans d'autres cy-devant , par rapport à l'affermissement de l'amitié réciproque entre les deux Nations.

A sçavoir 1°. Que quelque sincere que soit notre affection pour les autres , l'on n'est pas le maître de leur conduite. 2°. Que l'amitié ne doit pas venir d'un côté seulement. Et 3°. Que comme l'amitié engendre l'amitié , ainsi la haine n'engendre que la haine.

Dans cette conversation il m'a paru de nouveau, que tous ces Messieurs les Ministres pensent encore comme ils ont toujours pensé par rapport au rétablissement du repos de l'Europe , & que chacun d'eux en particulier est persuadé qu'une proposition de la part de l'Etat sur le pied de l'*Uti possidetis* , seroit conforme à la raison , & tout ce qu'il y auroit de plus glorieux & de plus utile pour la République , & le vrai moyen de ramener la paix pour le bien de l'Europe , & par

conséquent pour décharger l'Etat des Armemens extraordinaires auxquels cette guerre allumée l'a engagé , sans qu'aucune Puissance en Europe puisse prendre en mauvaise part cette médiation des Régens de la République , puisque la bonne foi & leur fidélité à leurs engagemens , de même que leur amour pour la paix , seroient mis de cette façon l'une & l'autre dans le plus beau jour , étant prouvé jusqu'à l'évidence , que c'est le plus sûr moyen de procurer le bien de toutes les Parties en général , & de chacune en particulier.

M. Amelot me communiqua dans la même conversation la déclaration faite par le Roy de Prusse au Roy de la Grande Bretagne & à la République , & cette Cour me paroît fort contente de cette démarche de S. M. Prussienne.

Plusieurs de nos soidisans Politiques accoutumés , comme vous le sçavez , Monsieur , de prêter vainement des causes mystérieuses aux

événemens les plus simples , s'imaginent fort & ferme , que cette démarche a été faite de concert avec cette Cour , & que la France refusée par la République , s'est jettée , par maniere de parler , entre les bras du Roy de Prusse , pour ramener la paix par son moyen.

Mais les deux raisons suivantes me paroissent démontrer que la déclaration de ce Roy a été aussi peu concertée avec cette Cour qu'avec la Grande Bretagne , ou avec l'Etat.

1°. Parce que la rupture de l'amitié qui a subsisté entre cette Cour & celle de Prusse est trop fraîche , pour croire qu'il seroit naturel que la premiere de ces deux Cours voulut donner à la derniere une si grande marque de confiance. .

2°. Parce que dans la derniere conversation il m'a paru encore que cette Cour ne souhaite pas moins de se voir redevable de la paix à l'Etat , qu'elle souhaite la paix même.

Que L. H. P. me permettent donc , puisque la chose vient ici à propos , de leur rappeler les raisons convaincantes par lesquelles il paroît que cette Cour ne peut point déclarer ses intentions pour la paix d'une manière plus publique.

Ces raisons se trouvent dans plusieurs de mes précédentes , & entr'autres dans celle du 31 Décembre dernier , à l'endroit qui commence par ces mots : *Premierement , que cette Cour avoit donné assez à entendre , &c.* Qu'elles me permettent en même-tems de leur rafraîchir la mémoire de tous ces divers raisonnemens inférés dans ces mêmes Relations , lesquels les gens sensés regardent ici comme démonstratifs , pour convaincre tout homme raisonnable & impartial ; qu'aucune des Parties belligerantes ne peut en aucune façon , humainement parlant , rendre ses conditions meilleures , par la continuation de cette guerre.

Le dessein de M. le Maréchal de  
P iij

(174)

Belleisle étoit de se rendre le 31 du mois passé à Francfort , & d'être ici sur la fin de celui-ci.

On dit généralement & de maniere que l'on n'en peut plus douter , que le mécontentement de l'Empereur contre M. le Maréchal de Broglio s'est fortement accru : que S. M. Imp. insiste de la façon la plus pressante sur son rappel , & demande en même-tems , que le Commandement des Troupes de France en Baviere soit conféré à M. le Maréchal de Belleisle. On ne dit pas moins positivement , que M. le Maréchal de Broglio demande lui-même son rappel avec un aussi grand empressement , & qu'en bon & fidele Sujet il allégué qu'il ne peut se résoudre à tenter l'impossible pour plaire à une Puissance Etrangere aux dépens du sang des Soldats du Roy , & par conséquent au préjudice de son service. Vous jugez bien , Monsieur , que ce brave Général , en écrivant dans ce stile , ne fait guères sa Cour à ceux

( 175 )

qui sont ici les plus bouillans.

M. l'Ambassadeur de Venise m'a dit que le fils de M. le Chevalier Trono , jeune Seigneur d'environ trente-un ans , avoit été nommé par la République pour la commission extraordinaire auprès de l'Etat , & qu'il l'avoit acceptée.

On parle d'une nombreuse promotion de Généraux que le Roi doit faire au premier jour , pour récompenser les Officiers des Armées de Bohême & de Bavière.

Je suis , &c.

*Paris , le 8 Février 1743.*

( 176 )



## LETTRE

*Du même au même.*

---

MONSIEUR,

La Déclaration du Roi de Prusse à l'Etat & au Roi de la Grande Bretagne fait à présent le principal sujet des discours du Public ; & j'aurois de la peine à exprimer l'estime plus qu'ordinaire que ce Prince s'est acquise auprès de la Nation Françoisse par cette démarche magnanime. Car c'est ainsi qu'elle est qualifiée ici , parce que l'on juge généralement qu'elle doit de nécessité opérer le rétablissement de la paix , que comme vous sçavez , Monsieur , l'on desire ardemment ici.



Les raisons qui font attendre sûrement cet effet salutaire de cette Déclaration , sont les suivantes.

Premierement , parce que l'on ôte par-là absolument à la Reine de Hongrie toute espérance de rendre ses conditions meilleures , par la continuation de la guerre.

Secondement , parce que la bonne foi de l'Angleterre & de l'Etat , par rapport à leurs engagements défensifs avec la Maison d'Autriche , prouve jusqu'à la démonstration , l'impossibilité qu'il y a pour l'Empereur de faire valoir en la moindre façon ses prétentions sur la succession de Charles VI. quand même la Cour de France seroit résolue d'assister S. M. Impériale de toutes ses forces.

Par rapport à cette dernière raison , je me trouve obligé de répéter encore ce que j'ai déjà dit tant de fois , que cette Cour souhaite trop sincèrement, qu'on voulût prévenir toutes sortes de sujets de méfiance & d'inimitié entre cette Nation

(178)

& la nôtre , non-seulement parce que ( comme cela est fort naturel ) cette Nation est fort éloignée de s'attirer de nouveaux ennemis , mais principalement parce qu'une rupture entre cette Nation & la nôtre est considérée universellement comme la chose la moins naturelle qu'il soit possible d'imaginer , & la plus pernicieuse pour les deux Etats.

Il ne me paroît pas non plus hors de saison de répéter en cette occasion ce que j'ai mandé déjà tant de fois , sçavoir que je ne me suis pas aperçu que cette Cour regarde comme contraire à l'amitié entre S. M. T. C. & la République , que cette dernière employe ses trésors en vertu de l'alliance défensive , pour mettre la Reine en état de défendre ses Pays héréditaires.

On assure que huit ou dix mille hommes des Troupes d'Autriche sont en marche pour renforcer celles du Comte de Traun en Italie.

On assure même que la Cour de

Vienne & celle d'Angleterre ont résolu de récompenser le Roi de Sardaigne de son assistance fidelle dans la défense des Etats de la Maison d'Autriche , aux dépens de son Duché de Savoye , & en exposant sa personne aux plus grands dangers.

Cela étant , l'on compte les Etats de la Reine en Italie en parfaite sûreté, parce que le Roi de Sardaigne pourra ainsi employer toutes ses Troupes, & rendre le passage de Savoye en Piémont entierement impossible à D. Philippe. Ce Monarque se sentira puissamment encouragé de le faire , & l'Armée d'Autriche sous le Comte de Traun se trouvera supérieure en forces à celle de l'Espagne sous le Général de Gages.

Comme le Roi de France a commencé à gouverner par lui-même , il me paroît convenable de tracer à L. H. P. un léger crayon de son caractère , ramassé sur les rapports constans , fidèles & unanimes de tous ceux qui ont le plus d'accès auprès de Sa Personne Royale.

Ce Prince est de son naturel

équitable , débonnaire , discret , & même d'un secret impénétrable , pieux , mais non au-dessus des faiblesses humaines , préférant le repos & les plaisirs de la vie aux occupations laborieuses ; d'un jugement sain , d'une mémoire heureuse , assez bien versé dans l'Histoire , principalement de son Royaume , pas Guerrier de naissance , mais plutôt pacifique ; il a l'esprit élevé , il est très-sensible à l'amitié , & ne souffriroit pas volontiers qu'on lui fît tort , ou qu'on le méprisât.

Ce portrait tiré aussi fidèlement qu'il a été possible , se vérifiera , je m'en assure , auprès de L. H. P. comme le feront mes autres rapports dans les occurrences.

Qu'à cette occasion il me soit permis d'observer de quelle conséquence a été de tout tems la première impression d'amitié ou d'ini-mitié donnée au commencement d'une nouvelle administration , comme celle-ci en a l'apparence , & j'aurois grand tort de cacher à L. H. P. qu'il me paroît que de jour

en jour l'on compte de moins en moins sur l'amitié de notre Nation.

Le bruit est ici général, que si les Ennemis de la France réussissent à rendre la guerre générale, ce qu'ils sollicitent depuis si longtemps, le Roi se mettra alors à la tête de son Armée, à l'endroit où le feu brûlera avec plus de véhémence, & l'on croit ici généralement que ce sera dans les Pays-Bas Autrichiens.

En attendant, cette Cour ne néglige rien pour prévenir un mal si pernicieux, ou pour y résister, au cas qu'il fût inévitable.

Toute l'Infanterie du Royaume consistoit avant la guerre  
en hommes, . . . . 120000.

Augmentée de dix hommes par Compagnie, . . 30000.

Milice Lorraine, . . . 4000.

Régimens Etrangers  
augmentés, . . . . 8000.

**TOTAL. . . . 162000.**

(182)

La Cavalerie avant cette guerre étoit d'environ . . . . .	20000.
Augmentée de dix Maîtres par Compagnie ;	10000.
Trois cens nouvelles Compagnies , . . . .	11000.
<hr/>	
TOTAL . . . . .	41000.
<hr/>	

TOTAL des Troupes , 203000.  
auxquels il faut ajouter 16000  
Invalides qui servent dans les Gar-  
nisons.

J'ai lû & relû avec beaucoup  
d'attention la résolution de L. H.  
P. du 22 du passé , prise sur ma  
Relation du 18 du même mois. Je  
déclare de bonne foi que je n'ai pû  
y découvrir les endroits qui ont eu  
le malheur de déplaire à L. H. P.  
au point qu'elles y aient trouvé des  
réflexions peu décentes , non seulement  
sur la conduite des Alliés de l'Etat ,  
mais encore sur la conduite & les déli-  
bérations de l'Etat même.

Je suis fort pour la règle , qui

dit , *Antequàm incipias , consultò ; postquam consulueris , maturè factò opus est . . .* Une résolution prise par le Souverain est une loi sacrée pour les Sujets , & un chacun doit y conformer ses actions ; mais je crois aussi que tandis que le Souverain délibère , il doit être libre à tous ceux qui ont quelque vocation légitime , de dire leur avis selon leurs lumières sur tout ce qui intéresse le service de l'Etat. Faire de son mieux en cela , sans se laisser détourner par des considérations de faveur ni de haine , fut jugé de tout tems & à très-bon droit , être un devoir des plus essentiels d'un membre de la haute Régence ; & la vogue de cette grande maxime dans un Etat regardée constamment comme l'effet le plus heureux , la preuve la plus évidente & l'appui le plus assuré de notre précieuse liberté.

Je n'ai jusqu'ici aucun avis ni information des délibérations de L. H. P. ni directement , ni par aucun

( 184 )

de ceux qui y ont part ; desorte  
que je n'en sçais que ce que les  
Ministres de cette Cour m'en di-  
sent. Elles auront vû par ma Dé-  
pêche du 14 Janvier & les suivan-  
tes que par tout ce qui , par ce  
canal , m'est revenu de leurs déli-  
bérations , j'ai dû nécessairement  
conclure , qu'elles avoient pour ob-  
jet , ou de conserver la paix , ou  
de prendre le parti de la guerre.  
Dans cette circonstance , j'ai dû  
faire usage de toutes les informa-  
tions qui me paroissent propres à  
pouvoir , selon le jugement éclairé  
de L. H. P. leur faire préférer la  
paix aux calamités de la guerre , &  
l'affermissement de l'amitié de cette  
Couronne à son courroux éternel ;  
devoir tellement conforme aux  
grands objets de mon ambassade , à  
la Religion de notre suprême Ré-  
gence , à leur amour pour la paix ,  
à la nature , à la raison & à tout ce  
qu'il y a de plus glorieux & utile  
pour l'Etat , que je me regarderois  
certainement comme le plus cou-  
pable



pable de tous les hommes , si j'y avois manqué en la moindre façon . . . Je puis me tromper ; Dieu seul est infailible , mon devoir m'oblige d'informer l'Etat de tout ce qui vient ici à ma connoissance par rapport à des délibérations aussi importantes.

L. H. P. auront la bonté de se souvenir que toutes mes Dépêches écrites depuis un assez long-tems , & depuis le 14 du passé jusqu'à cette dernière inclusivement , n'étoient absolument que pour leur faire parvenir tous les avis qui m'ont paru propres à mettre en évidence les cinq ou six points qui suivent.

1°. Qu'humainement parlant , des bons offices employés par L. H. P. pour le rétablissement de la paix de l'Europe , sur le pied de *l'uti possidetis* , produiroient nécessairement un effet si salutaire.

2°. Qu'au cas que la Reine de Hongrie acceptât une pareille offre , qu'au contraire l'Empereur &

Q

ses Alliés la refusassent , le secours que l'Etat accorderoit fidèlement à la Reine pour la défense de ses Pays héréditaires , se trouveroit pleinement justifié , même auprès de cette Cour.

3°. Que l'aide & l'assistance de l'Etat pour faire une guerre offensive contre l'Empereur ou contre la France , étoit ou seroit regardé toujours ici sur le pied d'une guerre peu nécessaire , injuste , & de quelque façon qu'elle tournât , pernicieuse à la République , parce que l'amitié de cette Couronne seroit bien-tôt changée dans une inimitié des plus violentes , & ses sentimens de la plus haute estime seroient renversés de fond en comble.

4°. Que suivant la règle *vulnera non infliguntur ad mensuram* , les coups portent sans mesure. L'Etat , après le premier pas d'hostilité contre cette Couronne , se verroit poussé tous les jours bon gré malgré à prendre part de plus en plus

à ce jeu d'une guerre très - ruineuse.

5°. Qu'une guerre offensive de la Reine contre l'Empereur ou contre cette Couronne , supposé même que la République y concourût de toutes ses forces , ne peut cependant point , humainement parlant , rendre la situation de la Reine meilleure qu'elle se trouve déjà par la condition de l'*uti possidetis* , qu'elle auroit pû avoir il y a long-tems & qu'elle peut encore obtenir. Outre qu'en sacrifiant le ressentiment de son cœur ulcéré à la paix à la conservation du bien & du sang de ses Sujets & de ses Alliés , elle acquereroit à coup sûr la plus haute gloire pour elle-même.

6°. Enfin , que comme la nature nous apprend que des menaces engendrent des aigreurs , ainsi tout ce qui en a l'air doit nécessairement dans cette Cour reculer la paix au lieu de l'avancer ; parce que l'humeur du Monarque , le caractère de la Nation & la puissance de cette

Q ij

Couronne font autant de choses entièrement opposées à tout ce qui ressemble aux voyes de forces , ou à des moyens de contrainte.

Ainsi , quand L. H. P. voudront bien examiner toutes ces raisons avec celles que j'allegue pour le prouver , & qu'ensuite elles prendront la peine de comparer avec les expressions dont je me suis servi pour les lui exposer, & en faire l'objet de leurs délibérations , je m'assure qu'elles trouveront que l'importance des points susdits l'emporte de beaucoup sur mes paroles , quelques fortes qu'elles aient paru.

Vous sçavez , Monsieur , que c'est dans une proposition simple , claire & renfermant une vérité importante que consiste le vrai , & ce qui mérite le nom de sublime ; & j'ose dire , que bien loin d'avoir jamais pensé à donner des forces à la vérité par des expressions étudiées & recherchées , j'ai cru au contraire que mes paroles tiroient

de la vérité même tout ce qu'elles pouvoient avoir de force & de poids.

L. H. P. auront la bonté d'ajouter , que je puis avec une plus grande connoissance de cause , & par conséquent avec plus de fondement que qui que ce soit , leur donner des lumieres sur tous les points susdits ; lumieres tirées de la vraie façon de penser de cette Cour , & du véritable état où se trouvent les affaires de ce Royaume , n'étant guères impossible de révoquer en doute , qu'une aussi longue Ambassade que celle dont je suis décoré en cette Cour , ne m'ait pas pû donner une connoissance supérieure & parfaite touchant l'une & l'autre de ces deux choses.

Je suis , &c.

*Paris , le 11 Février 1743*



## L E T T R E

*Du même au même.*

---

M O N S I E U R ,

J'ai eu occasion lundi & mardi de voir M. Amelot , de même que les autres Ministres de S. M. T. C. & dans les conversations que j'ai eues avec eux , il m'a paru que cette Cour ne compte plus du tout sur l'amitié de l'Etat , ni sur son attachement constant à la paix. On m'a battu fort froid au sujet des délibérations de la République , & comme si elles étoient la chose du monde la plus indifférente pour cette Couronne ; car , me disoit-on , un chacun doit sçavoir ce qu'il a à faire , & l'on ne peut , quelque

ardemment qu'on le souhaite , entretenir l'amitié avec ceux qui sont nos ennemis nés , non plus qu'avec d'autres , qui leur prêtant l'oreille , se laissent disposer , sinon tout-d'un-coup , du moins peu à peu , à devenir nos ennemis comme eux.

J'ai bien tâché , comme j'ai fait ci-devant conformément à mes instructions , & aux ordres ultérieurs de L. H. P. d'ôter de l'esprit des Ministres cette sorte de prévention , mais la conversation sur ce sujet fut sèche & laconique. Car , lorsque je voulus entamer le chapitre de la profonde vénération de la République , pour l'amitié de cette Couronne , l'on me répondit en souriant , que l'on croyoit bien que je souhaitois sincèrement que cela fût ainsi , mais que j'étois très-mal informé.

Les expressions dont je me suis servi dans plusieurs de mes précédentes , entr'autres dans celle du 14 de Janvier dernier à l'article qui commence par ces mots , *J'ai sou-*

*vent fait mention à L. H. P. de l'estime générale*, &c. ne sont certainement point exagérées, mais plutôt trop foibles quand je les compare avec le fond de la chose; circonstances dont je n'ai jamais fait usage que pour la faire paroître à L. H. P. dans le même jour d'une manière claire & telle qu'il m'a paru réellement. Les conséquences que j'ai tirées de ces sentimens universels des François pour la République, soit qu'elle veuille réaliser ces sentimens pour la conservation du Commerce & de la Navigation, en continuant de vivre avec eux sur le même pied d'amitié, soit qu'on change cette amitié en la haine la plus violente contre notre Nation, en détruisant la confiance que cette Cour met en la République: ces conséquences, dis-je, sont trop fondées sur la nature des choses mêmes, pour ne pas les voir vérifiées par l'événement.

Par ma dernière & respectueuse, j'ai parlé (à l'endroit qui commence



6°. Enfin , comme la nature , &c. ) d'une appréhension qui ne me paroît pas même fondée. Desorte que je crains que la montre d'une médiation armée de la part de l'Etat , ne recule l'affaire de la pacification bien loin de l'avancer , & j'ai peur de plus en plus que l'événement ne fasse que trop voir combien mes craintes étoient fondées ; car vous sçavez , Monsieur , combien les gens entreprenans sçavent , sous le masque de la grandeur d'ame , se prévaloir des forces humaines , & sur-tout de celles d'un Roi qui se sent jeune & puissant , & a l'esprit haut & élevé , pour s'emparer de son cœur ; & combien il est facile alors à ces ambitieux de faire passer la prudence & la modération même pour une foiblesse honteuse & misérable.

M. de Chauvelin vient de précipiter la disgrâce à laquelle il devoit s'attendre après la mort de M. le Cardinal par une Lettre qu'il avoit écrite de Bourges le 4 ou le 5 de

R

ce mois au Roi , pour demander d'être rappelé de son exil. La Lettre étoit accompagnée d'un Mémoire dressé comme du tems qu'il étoit à Grosbois , pour prouver que M. le Cardinal n'étoit qu'un ignorant , & indiquer les moyens de mettre les affaires du Royaume sur un pied , qui , selon les idées de l'Auteur , s'accorderoit avec la gloire du Roi & la félicité de son Peuple. Ce Mémoire avoit si fort enflammé la colere du Roi , qu'il prit la résolution de le faire enfermer pour toujours dans une des plus affreuses Prisons du Royaume , mais tous les Ministres ayant intercedé auprès de S. M. quoique tous fort éloignés d'avoir aucune amitié pour la personne de cet exilé , ils ont trouvé le moyen de fléchir le Roi , qui est naturellement bon & débonnaire , & leur intercession a prévalu.

Le Roi se livre , & de la meilleure grace du monde au travail , & fait voir en toute occasion son génie plein

de feu & ardent ; desorte que l'on croit plus que jamais que si jusqu'à présent les plaisirs de la vie l'ont un peu détourné des affaires , c'étoit uniquement l'effet de cette confiance entiere dont il honoroit son premier Ministre M. le Cardinal , & nullement d'une nonchalance qu'on se figuroit faussement lui être naturelle.

La satisfaction que toute la Nation en ressent est extrême , & les Ministres ne négligent aucune occasion d'en faire part au Roi , qui de son côté en témoigne une joye qui certainement n'est pas moins grande ; desorte qu'il paroît que les éloges que l'on donne à ses vertus , produiront dans ce Monarque les heureux effets qu'ils auront de coûtume de faire naître dans les cœurs vertueux & dans les véritables Héros , c'est-à-dire , dans ces hommes nés pour la vertu , & qui , plus ils la connoissent , plus ils la chérissent.

Tous les Généraux & Officiers

R ij

disent que si la guerre devient générale , cas que l'on croit devoir exister aussi tôt que L. H. P. feront agir une partie de leurs Troupes dans une guerre offensive contre l'Empereur , cette Cour n'aura plus d'autre parti à prendre que de transporter le théâtre de la guerre dans les Pays-Bas Autrichiens par le Siège de quelque Place , & tous soutiennent qu'une puissante diversion faite par cette Couronne en faveur de l'Empereur , seroit l'unique moyen de prévenir la ruine de ce Prince , & de l'empêcher de succomber sous la supériorité de ses ennemis.

Ce raisonnement prévaut d'autant plus ici , qu'il y a long-tems que l'on y est généralement dégoûté de continuer une guerre aussi ruineuse dans des Pays si éloignés.

Je dois ajoûter encore , que petits & grands , en un mot toute la Nation , juge que la France ne peut ni ne doit point souffrir , à quelque prix que ce soit , que la Maison

d'Autriche s'aggrandisse par l'acquisition des Etats de Baviere ; ni qu'elle réussisse à faire monter le Grand Duc sur le Trône Impérial par la force des armes.

Je suis , &c.

*Paris le 15 Février 1743.*



## L E T T R E

*Du même au même.*

---

# M O N S I E U R ,

Il me paroît absolument du service de l'Etat que je fasse le rapport de deux traits qui font juger du caractère du Roi , & servent à prouver la ressemblance du portrait que j'en ai tracé Il y a quelque tems à

L. H. P. R iij

Voici le premier : Le Roy ayant résolu de faire sentir son indignation au ci-devant Garde des Sceaux M. de Chauvelin , fit dire en même tems à tous ceux de sa famille , que cette disgrâce ne les regardoit point ; que les fautes & les punitions étant personnelles , ils pouvoient s'assurer qu'ils auroient part à ses bienfaits comme les autres Sujets , autant qu'ils s'en rendroient dignes en bien méritant du Public.

Le second est , que M. le Dauphin ayant fait éclater sa joye de ce que la feuille des Bénéfices avoit été confiée à son Précepteur l'ancien Evêque de Mirepoix , le Roi dit , qu'il étoit très-satisfait de la joye que son fils avoit témoignée , que c'étoit la marque d'un bon cœur , & que lui-même avoit toujours considéré de tels sentimens comme une des plus grandes vertus , puisqu'ils naissoient d'un véritable amour pour le prochain.

La surprise du Public devient de jour en jour plus grande , à me-

sure que l'on répand dans les Gazettes ou ailleurs , la disposition où l'Etat se trouve de prendre parti dans la guerre , pour contraindre l'Empereur & ses Alliés à une paix au gré de la Reine d'Hongrie.

Mais cela ne doit point paroître étonnant , puisque , comme je l'ai mandé souvent , on avoit attribué à L. H. P. des sentimens directement opposés à la guerre , à toute inimitié & voye de fait contre cette Couronne ; & je m'apperçois de plus en plus , que j'ai assez bien démêlé le caractere de cette Nation , quand je me suis imaginé que la douceur & l'amitié soutenue d'une conduite prudente, obtiennent assez facilement d'elle tout ce qui lui paroît juste , & qu'un vain étalage de voyes de forces ne sert qu'à changer la plus favorable disposition & l'amitié la plus cordiale , en la plus violente des inimitiés. Car outre que la Nature humaine se révolte généralement contre tout ce qui ressemble aux menaces , on peut

dire encore , que cette Nation fait consister le bien du Royaume dans la gloire de son Roy , & que par un mouvement véritablement naturel , cette maniere de penser & d'agir est devenue avec le tems le propre de chaque particulier.

J'ai eu occasion de voir M. le Prince de Grimbergen , Ministre Plénipotentiaire de l'Empereur , & comme je sens toujours vivement dans mon cœur la vérité de ce que j'ai mandé souvent à l'Etat , c'est-à-dire , que les Parties Belligérantes peuvent bien encore se porter de plus grands coups , mais que pas une ne doit se figurer de rendre par-là ses conditions meilleures. Ainsi comme véritable ami de chaque Partie en particulier , & du genre humain en général , je ne perds aucune occasion de faire usage de cette autre vérité invariable , sçavoir , que la paix est le plus grand des biens pour tous les Etats , & la guerre le plus funeste de tous les maux.



Vous sçavez , Monsieur , que quand on a de fortes passions à combattre , l'expérience nous prouve alors la vérité de cette réflexion. *Obsequium amicos , veritas odium parit.* Mais je ne perds pas courage pour cela , n'ayant uniquement en vûë que le bien des autres , & plus les suites de la guerre se feront sentir , plus ma sincérité & la vérité de mes réflexions paroîtront à découvert , & attireront de plus en plus l'estime & l'amitié d'un chacun à leur Auteur.

M. le Prince de Grimbergen m'a paru dans cette conversation beaucoup plus animé que cy-devant , & j'aurois tort de dissimuler , que plus je réfléchis sur la fermentation de cette Nation , sur le caractère du Roy , & sur la flatterie qui environne le Trône ici comme ailleurs , plus j'appréhende que la Reine d'Hongrie ne se trouve déjà plus dès-à-présent dans le cas d'accepter ou de refuser des propositions qui eussent été à la bienséance

de la Maison Archiducal uniquement pour ne pas déplaire à une troisième Puissance ; à quoi je pourrois ajouter plusieurs autres réflexions , si je n'en étois empêché par les résolutions de L. H. P. du 15 & du 22 Janvier , & j'avoue que d'un côté la crainte de leur déplaire , & de l'autre le zèle pour remplir mon devoir , & leur faire parvenir des rapports & des lumières , qui dans cette crise d'affaires me paroissent de la dernière importance , me jettent dans un très-grand embarras.

Je suis , &c.

*Paris le 18 Février 1743.*



## L E T T R E

*Du même au même.*

---

M O N S I E U R ,

Les Enrollemens qui se font pour la Milice de cette Ville , ne laissent pas de causer de l'inquiétude aux gens du commun , parce que c'est une maniere inusitée , & que chacun craint pour soi. D'ailleurs on doute que le nombre de dix-huit cens hommes que je vous avois marqué comme le contingent de cette Ville , suffise ; & on croit qu'outre les trente mille hommes de Milice , il en faudra un plus grand nombre pour renforcer l'Armée de France en Baviere , & celle qui vient de sortir de Prague. En faisant la révision de l'état des

Troupes que j'ai communiqué à L. H. P. dans ma précédente très-soumise , je trouve celui de l'Infanterie assez exact, en comprenant parmi les cent vingt mille hommes dans lesquels consistoit l'Infanterie de ce Royaume avant la guerre , deux mille quatre cens Dragons , qui étoient alors sur pied. Mais le nombre de la Cavalerie ne se trouve pas si juste ; car il étoit avant la guerre de 23384 au lieu 20000 que j'avois marqué. Cette méprise est venue de ce que j'avois oublié d'y ajouter la Cavalerie de la Maison du Roy , & la Gendarmerie.

- Je me rendis Lundi dernier à Versailles , selon la coûtume que j'en ai prise depuis quelque tems , ne m'en trouvant pas assez le Mardi pour aller & revenir , & faire les affaires. J'y eus une conversation secrete avec quelques Seigneurs , & un d'entr'eux me dit : « Quoi ! » Seroit-il possible que les Etats » voulussent aux dépens du bien » & du sang de leurs Sujets , sa-

» tifier à la vengeance & à la pas-  
 » sion de dominer d'une autre Puif-  
 » sance ? » Je répondis que je ne  
 sçavois encore rien du tout des dé-  
 libérations de l'Etat , mais qu'il me  
 paroissoit que la France y avoit  
 assez donné sujet. Sur quoi ce Sei-  
 gneur me dit obligamment ; « Mon-  
 » sieur l'Ambassadeur , celui qui se  
 » mire dans un autre , se mire agréa-  
 » blement. » Ensuite il me dépei-  
 gnit l'impossibilité où étoit la Reine  
 d'Hongrie , humainement parlant ,  
 de faire quelque conquête sur l'Em-  
 pereur , ou de lui enlever sa Cou-  
 ronne ; & de l'autre côté la même  
 impossibilité pour l'Empereur d'en  
 faire sur cette Princesse : le tout  
 dans le même sens que j'en ai écrit  
 plusieurs fois à l'Etat. Après tout  
 cela il me dit : » Je ne suis pas sur-  
 » pris que l'Empereur & la Reine  
 » d'Hongrie tiennent ferme , dans  
 » l'idée que leurs espérances si dif-  
 » férentes s'effectueroient tôt ou  
 » tard , quelque impossible que cela  
 » soit ; car tous deux se laissent em-

» porter par leur passion favorite ,  
 » & alors la raison , quelque forte  
 » qu'elle soit , a toujours le dessous.  
 » Mais ce qui me surprend , c'est  
 » qu'il se trouve des Princes , qui  
 » sacrifient leur propre sûreté , leur  
 » repos & leur bien être à les sou-  
 » tenir dans ces vaines entreprises ,  
 » sans qu'il puisse leur en revenir  
 » aucun bien réel , pas même si el-  
 » les réussissoient à forcer ou la Cour  
 » de Vienne , ou celle de Franc-  
 » fort à recevoir la loi. Ma ré-  
 » ponse fut » que pour moi cela ne  
 » me surprenoit pas du côté des  
 » des Alliés de la Reine d'Hongrie  
 » puisque la Maison d'Autriche  
 » avoit toujours tâché de maintenir  
 » l'équilibre de l'Europe contre les  
 » les efforts de la France. » Sur quoi  
 ce Seigneur répliqua : « Mon Dieu,  
 » est-il possible qu'on puisse abuser  
 » ainsi des termes ? Car je vous dé-  
 » clare de bonne foi que le main-  
 » tien de cet équilibre a été la rai-  
 » son formelle qui a engagé la Fran-  
 » à soutenir l'Empereur dans ses

» prétentions sur la succession du  
 » feu Empereur Charles VI. parce  
 » que nous croyons ici que le susdit  
 » équilibre seroit entièrement dé-  
 » truit surtout par rapport à la li-  
 » berté , & l'indépendance des Prin-  
 » ces de l'Empire du Corps Ger-  
 » manique , si la Couronne Impé-  
 » riale avoit été rendue héréditaire  
 » dans la ligne féminine de la Mai-  
 » son d'Autriche qui auroit tou-  
 » jours continué à s'aggrandir par  
 » des mariages ou autrement , &  
 » ajouté par-là de nouveaux Etats  
 » à ses Domaines déjà si étendus. ,,  
 Enfin , nous discourûmes de la saine  
 politique , par opposition à ces ter-  
 reurs paniques & à ces fausses pré-  
 voyances qu'on honore souvent ,  
 quoique très-mal-à-propos , du spé-  
 cieux nom de prudence ; & à ce su-  
 jet il me dit , qu'il avoit toujours  
 regardé la définition suivante com-  
 me la plus propre à caractériser un  
 homme qui mérite à juste titre le  
 nom de vrai Politique. C'est , dit-  
 il , celui qui est honnête homme ,

versé dans l'Histoire , en Jurisprudence , surtout dans le Droit des Gens , entendant bien l'état présent des affaires autant du dehors que du dedans , & surtout connoissant l'humeur des différentes Nations , & leur façon de penser. Il ajoûta qu'il avoit toujours trouvé que les heureux succès dont cette connoissance étoit suivie , & qui caractérisoit un tel Politique , étoit :

1. De ne chercher que lui-même dans lui-même , & par-là de faire moins d'attention à ce que les autres font ou peuvent faire , qu'à ce que nous sommes obligés de faire nous mêmes pour parvenir à notre bonheur.

2°. De considérer la paix comme le plus grand bien pour tous les Pays & Etats , & la guerre au contraire comme le plus grand mal.

3°. De n'estimer rien pour utile & bon , qui ne soit en même tems juste & honnête.

Enfin , de ne souhaiter d'être heureux , & surtout de ne pas le



devenir aux dépens d'un tiers.

Cette personne finit en me disant, que cette politique nous étoit dictée par le Saint Esprit lui-même aux Proverbes Chap. XIV. v. 34. comme étant cette justice qui élève une Nation, & qu'un Politique comme celui qu'il venoit de définir, lui paroïssoit parfaitement en sûreté contre toute spécieuse séduction, tous périls imaginaires & à craindre de la part des dévots & hypocrites. Qu'il reconnoissoit cependant qu'une unité parfaite avec soi-même & une constante égalité est comme au-dessus de l'homme. Mais que puisque chaque heure de notre vie, pour ainsi dire, nous démontre l'imperfection & la foiblesse de notre jugement, comme aussi le danger éminent auquel nous sommes exposés à tous momens, il faut donc nous armer & fortifier contre ces obstacles, afin de n'être pas détournés du vrai chemin, ni entraînés par nos passions, qui prévalent toujours sur notre raison.

S

Ces réflexions m'ont paru si judicieuses & si importantes dans la conjoncture présente , que j'ai crû qu'il étoit de mon devoir d'en faire rapport à l'Etat.

Dans la conversation que j'eus le même jour & le suivant avec M. Amelot & les autres Ministres de cette Cour , il m'a paru que l'espérance renaissloit , & augmentoit ici de pouvoir conserver la paix & l'amitié entre la République & la France. Il me semble pourtant qu'on me parle avec moins d'ouverture & de franchise que cy-devant , soit par rapport à l'état présent & incertain des affaires , soit qu'on se garde soigneusement de ne rien dire qui puisse être interprété par la République , soit encore qu'on ne veuille pas me faire courir aucun risque de déplaire à L. H. P. par mes rapports.

Je me suis pourtant clairement apperçu qu'on fait toujours un aussi grand cas de l'amitié de la République , qu'on en ait jamais fait

ci-devant ; & que le desir de cette Cour pour le rétablissement de la tranquillité publique de l'Europe , n'est pas moins sincere qu'on l'a prouvé être tel il y a huit mois , tant par des actions que de l'aveu même de la Reine de Hongrie.

De ce que dessus il paroît que le changement dans les dispositions pacifiques de cette Cour, lequel j'avois craint pour les raisons alléguées dans ma précédente très-soumise du 18 du courant à la période commençant , *le susdit Prince de Grimbergen*, est jusqu'ici entierement sans fondement ; & ce qui le prouve , c'est que Messieurs les susdits Ministres m'ont de nouveau témoigné les mêmes sentimens dont j'ai déjà donné connoissance à l'Etat dans ma Dépêche très-soumise du 8 du courant à la période qui commence , *Dans cette conversation il m'a de rechef paru*. D'ailleurs , je me persuade de plus en plus de la vérité de la seule raison pourquoi la France ne fait pas elle-même des pro-

positions pour le rétablissement de la Paix entre l'Empereur & la Reine de Hongrie , sur le pied de *l'uti possidedis* , raison déduite dans ma Lettre du 31 Décembre dernier à la période 1<sup>o</sup>. *Que cette Cour avoit donné assez clairement à entendre , &c.*

Un des Ministres de cette Cour me parla de l'équilibre de l'Europe à peu près dans les mêmes termes comme ci-devant , & y ajouta que , selon lui , c'étoit une grande preuve contre le malheureux état de la nature humaine , que depuis le commencement de ce siècle on eût commencé à abuser du nom d'une chose qui n'auroit jamais dû servir qu'à assurer la tranquillité générale de l'Europe , & qu'on ne l'ait eu à la bouche que pour causer & faire durer la plus terrible guerre , à la désolation de tant de Pays & Etats , & à la destruction des forces mutuelles des Parties Belligérantes ; comme plusieurs siècles auparavant , le nom sacré de la Religion avoit servi aux mêmes fins ;

quoique réellement , & en effet elle ne dicte que la charité & l'amitié , & que d'elle doive naître la paix même.

On dit que les Troupes de la Maison du Roi ont ordre de se tenir prêtes à marcher pour le 15 du mois prochain , & il n'y a plus personne qui doute que les Pays-Bas Autrichiens ne deviennent le Théâtre d'une terrible Tragédie , si la guerre devient générale.

Les Régens du Pays de Valois ont refusé à l'Infant Don Philippe le passage par leur Pays pour l'Italie. Ce refus n'a pourtant passé qu'à la pluralité de deux voix ; & les Suisses leurs Confédérés assemblent un Corps de huit mille hommes pour se joindre audit Gouvernement , & fermer à l'Infant le passage par ces Montagnes , lequel on s' imagine qu'il voudroit prendre par force.

M. l'Ambassadeur d'Espagne a reçu la nouvelle que le Général de Gages avoit passé le Panaro le 2 de

ce mois. Cependant je n'en sçais pas encore les circonstances , parce que je n'ai pû parvenir à parler à cet Ambassadeur. Car je trouve que son amitié pour moi est beaucoup refroidie , apparemment à cause de mes dispositions pacifiques & toutes opposées à celles de sa Cour.

On dit que M. le Comte de Saxe est chargé d'une commission importante de la part du Maréchal de Broglio. C'est de démontrer de bouche au Roi la nécessité absolue de rappeler incessamment les Troupes de la Baviere ; ce que lui Maréchal avoit déjà plusieurs fois représenté par écrit , mais infructueusement. Il est certain que ce Comte a déjà eu deux Audiences de Sa Majesté.

Le Roi se livre de plus en plus aux affaires , de façon qu'il travaille tous les jours plusieurs heures avec ses Ministres & les Généraux , par où S. M. se gagne de plus en plus le cœur de son Peuple , aussi-bien que par ses manieres gracieuses.

( 215 )

S. M. a déclaré hier une nombreuse promotion d'Officiers Généraux, à sçavoir de quatorze Lieutenans Généraux & soixante-douze Brigadiers.

Le Maréchal de Belle-Isle qu'on suppose déjà arrivé à Mets , y aura reçu par un Courier , ordre du Roi de différer son voyage pour Paris.

Je suis , &c.

*Paris ce 22 Février 1743.*

\*\*\*\*\*

## L E T T R E

*Du même au même.*

---

# M O N S I E U R ,

Le Ministre de Genève à cette Cour m'a remis la Lettre ci-jointe

que les Régens de cette Ville m'ont écrite, pour me témoigner leur reconnoissance des bons offices que j'ai tâché de leur rendre dans la circonstance présente, en conséquence des Ordres de L. H. P.

J'ai fait réponse à cette Lettre en termes convenables & conformes au véritable intérêt que l'Etat prend à ce qui concerne cette République.

Le bruit court de nouveau, & plus fort que jamais, d'une négociation entre les Cours de Madrid & de Turin : mais je ne vois pas pourtant aucune raison pour y ajouter plus de foi à présent que je n'ai fait auparavant. Les raisons qui la rendent vraisemblable sont les mêmes que j'ai communiqué à l'Etat dans mes Lettres des 14 & 17 Janvier dernier à la période qui commence : *Je sçais à n'en pas douter, que la Cour de Turin, &c.* lesquelles raisons d'aggravation pour la Cour de Turin subsistent encore, à ce qu'on dit généralement, sans qu'on



y ait apporté aucun remède. Joignez-y , Monsieur , les raisons comprises dans ma Dépêche du 21 suivant , à la période , *ceci nous fournit une nouvelle raison*. Car le dessein de la Cour d'Angleterre de lever douze mille Suisses , pour assister le Roi de Sardaigne n'est pas envisagé comme un assez prompt & suffisant remède , eu égard aux raisons suivantes.

1°. Parce que les nombreuses levées qu'on a faites de tous côtés en Suisse dans la conjoncture présente , ont tellement épuisé ce Pays , qu'il faudroit beaucoup de tems pour y enrôler ces douze mille hommes.

2°. Parce que l'élite des Officiers & Soldats est déjà enrôlée ; desorte que ce qui reste ne répondroit pas à la grande idée qu'on a de la valeur des Troupes de cette Nation.

3°. Enfin , parce le Roi de Sardaigne vient d'éprouver lui-même la grande désertion à laquelle sont sujettes ces Troupes , lorsqu'el-

T

les sont ramassées sans choix.

Comme j'ai dépeint à l'Etat dans quelques-unes de mes précédentes avec autant d'exactitude qu'il m'a été possible , le caractère du Roi & de ses Ministres , j'ajouterais seulement aujourd'hui , que M. le Comte de Maurepas , si renommé pour ses connoissances & sa longue expérience dans les affaires de la Marine qui sont de son département , possède aussi parfaitement le droit des Gens & les Mathématiques. Ce Ministre a le jugement sain & aime beaucoup le travail. M. Amelot revêtu depuis plus de six ans de la Charge de Secrétaire d'Etat au département des affaires Etrangères , s'est acquis par-là une grande connoissance des intérêts des Princes , du caractère des Peuples & de leur manière de penser. S. Ex. est particulièrement versée dans l'Histoire ancienne & moderne , & de plus , il s'est orné l'esprit par une très-grande connoissance des Belles - Lettres pour lesquelles il a un goût infini.

M. d'Argenson est aussi un personnage de beaucoup de sçavoir en tous genres d'études , il a le jugement très-net , & comme il s'applique extraordinairement , on ne doute point que dans peu il ne se distingue autant dans la Charge de Secrétaire d'Etat au Département des affaires de la guerre , qu'il l'a toujours fait dans les différens & grands Emplois dont il a déjà été revêtu.

Tous les Ministres de cette Cour m'ont toujours paru avoir les mêmes sentimens au sujet du véritable intérêt qu'à la France dans la conservation & la prospérité de la République , comme aussi dans le maintien & l'accroissement de l'amitié mutuelle que feu M. le Cardinal a toujours eue , & qu'il a constamment démontrée avoir par toutes ses actions.

Je dois ajoûter ici encore ce qui suit , autant pour démontrer la magnanimité de ces Ministres , que leur parfaite connoissance & mon

intégrité. C'est que nonobstant qu'il paroisse vraisemblable que la séduisante tentation de la guerre a beaucoup opéré sur eux ; cependant je n'ai jamais pû remarquer que quand je leur ai montré des sentimens entièrement opposés aux leurs, cela ait jamais causé aucun refroidissement , ni altéré l'estime & l'affection qu'ils avoient pour moi.

Je reçois dans ce moment la Lettre ci-jointe du Sieur de Brower Consul à Livourne , dattée du 11 du courant , par laquelle L. H. P. verront que le passage du Panaro par les Espagnols sous le Général Comte de Gages a eu des suites très-désavantageuses pour les affaires de la Reine de Hongrie en Italie. Ce qui me fait ressouvenir de la Fable des Chiens , insérée dans ma très-soumise du 28 du mois de Janvier dernier à la période qui commence : *Et finalement que tandis que la Cour de Vienne , &c.* & je souhaiterois de tout mon cœur que la  
vérité

vérité représentée par cette Fable ne soit pas vérifiée encore dans ce tems , comme elle l'a été si souvent ci-devant.

On dit que l'Infant D. Philippe se met de son côté en état de tenter le passage par les Montagnes , pour tomber dans le Milanès , mais cela est regardé comme infaisable.

J'en étois là lorsque j'ai reçu la résolution de L. H. P. du 15 du courant , par laquelle elles trouvent à propos , pour les raisons mentionnées dans ladite résolution , que je serai averti de ne plus ajouter dorénavant mes sentimens particuliers , & mes avis aux Relations que j'envoyerei. Je m'y conformerai avec obéissance. Je demande seulement très-humblement permission de faire ressouvenir L. H. P. de la maniere la plus soumise que j'ai l'honneur d'avoir séance dans leur illustre Assemblée , comme membre d'icelle , & Député (*medegecommiteerde* de L. N. & G. P. N. S. les Etats de Hollande ,

O iij

& que mes Relations n'ont jamais eu d'autre but que de communiquer à L. H. P. tout ce qui pouvoit venir à ma connoissance , & que je croyois pouvoir concerner les intérêts de l'Etat directement ou indirectement , ne me souvenant pas que j'aye ajouté à mes Relations mon sentiment particulier , excepté seulement par rapport aux conséquences qui me paroissoient résulter naturellement & nécessairement des choses , eu égard à la disposition des esprits de cette Cour & à la nature de ses affaires. Il est vrai aussi que depuis le commencement de mon Ambassade jusqu'à ce moment , j'ai toujours souhaité de cœur & d'ame , que mes sinceres & fidelles Relations pussent servir à écarter & chasser toutes sinistres interprétations & méfiances , & être des moyens benis par le Tout-Puissant , pour fixer , assurer & augmenter l'amitié mutuelle entre cette Cour & la République , & ainsi aider au

maintien & à l'assurance de la précieuse paix pour l'Etat.

Cependant je m'affligerois davantage , s'il m'étoit possible de penser ( je le dis avec humilité ) que je connusse le moindre danger , que ces souhaits constans , quelques ardens & zélés qu'ils puissent être , fussent quelque jour à ma charge , & pris en mauvaise part. Car j'ai toujours cru que les choses mêmes pour l'accomplissement desquelles ces relations & réflexions servoient , étoient une des principales causes de mon Ambassade à cette Cour , comme aussi très-conformes aux ordres de L. H. P.

Cependant , tandis que je me regarde comme infiniment malheureux d'avoir pû donner occasion de plaintes , avec la meilleure intention du monde , & en travaillant avec le plus d'assiduité & de fidélité qu'il m'étoit possible , d'avoir déplu à L. H. P. soit par défaut de jugement , soit par manque de connoissance ou autrement. Je ne

laisse pas cependant de mettre ma confiance dans la haute sagesse de L. H. P. & dans leur justice , toujours également parfaites , parce que ma bonne conscience me rassure & me persuade que leur indignation à mon égard ne pourra jamais avoir lieu , pour les raisons prononcées par le Saint-Esprit lui-même aux Proverbes , cap. 17. vers. 26. & aussi parce que mon obéissance sera toujours parfaite & sans aucune exception.

On m'a aussi remis dans le même moment que j'ai reçu la susdite résolution de L. H. P. l'Extrait qui y étoit joint d'une Lettre de Milan adressée à un homme de distinction de la même Ville , nommé le Marquis d'Alorio ; laquelle Lettre se trouve fabriquée à Paris.

On m'a dit que les Lettres de Basle du 17 du courant portoient , que celles qui y étoient arrivées de l'Armée Autrichienne en date du 8 , confirmoient non-seulement la nouvelle de l'avantage que les  
Trou-



Troupes Autrichiennes & Piémontoises avoient remporté deux jours auparavant sur les Espagnols, selon l'avis déjà donné; mais qu'elles ajoûtoient que la bataille s'étoit livrée entre Solaro & Campofancto, & que les Vainqueurs étoient à la poursuite des Vaincus.

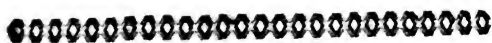
On dit à présent que les ordres envoyés il y a quelques jours au Maréchal de Belle-Isle, pour l'empêcher de poursuivre son voyage jusqu'ici, n'ont eu d'autre raison que de le faire rester encore un peu de tems à Francfort où sa présence étoit nécessaire pour le service de sa Cour.

M. le Dauphin s'est trouvé un peu indisposé avant hier; & on remarque que les violens rhumes qui ont régné pendant quelque tems en Italie, commencent à se faire sentir ici.

Je suis, &c.

*Paris le 25 Février 1743.*

*F I N.*



L I S T E .  
Des Pièces contenues  
dans ce Volume.

- 
1741.  
5 Mai.      1 **L** *Ette de Son Ex.  
M. Van Hoey ,  
Ambassadeur d'Hol-  
lande à la Cour de  
France , écrite à M.  
Fagel , Greffier des  
Etats Généraux, P. 1*
- 23 Juin.      2 *Lettre du même au mê-  
me , 6*
- 23 Juin.      3 *Lettre du même au mê-  
me , 13*
- 30 Decemb. 4 *Instruction de L. H. P.  
les Etats Généraux à  
Monsieur Van Hoey ,  
leur Ambassadeur , 20*
- 
1742.  
18 Janv.      5 *Réponse de M. le C. de  
Fleury à M. l'Ambas-  
sadeur Van Hoey , 28*

# LISTE.

16 Février.	6 Lettre de M. Van Hoey à M. Fagel ,	31
22 Février.	7 Lettre du même au même ,	38
21 Février.	8 Réponse de M. le C. de Fleury à M. Van Hoey relative à la précédente Lettre ,	46
1 Avril.	9 Lettre de M. le C. de Fleury à M. Van Hoey ,	49
11 Juin.	10 Lettre de M. Van Hoey à M. Fagel ,	52
18 Juin.	11 Lettre du même au même ,	57
5 Nov.	12 Mémoire de ce qui a été inséré dans une Relation de M. Van Hoey ,	61
10 Déc.	13 Lettre de M. Van Hoey à L. H. P.	63
13 Déc.	14 Lettre de M. Van Hoey à M. Fagel ,	70
27 Déc.	15 Du même au même ,	78

---

1743.

4 Janv.	16 Au même ,	Pag. 88
11 Janv.	17 Au même ,	95

# LISTE.

18 Janv. 1743.	18 Lettre de M.	
	Van Hoey à M. Fagel,	111
21 Janv. 19	Au même,	122
25 Janv. 20	Au même,	128
1 Fév. 21	Au même,	138
4 Fév. 22	Au même,	155
8 Fév. 23	Au même,	164
11 Fév. 24	Au même,	176
15 Fév. 25	Au même,	190
18 Fév. 26	Au même,	197
22 Fév. 27	Au même,	203
25 Fév. 28	Au même,	215

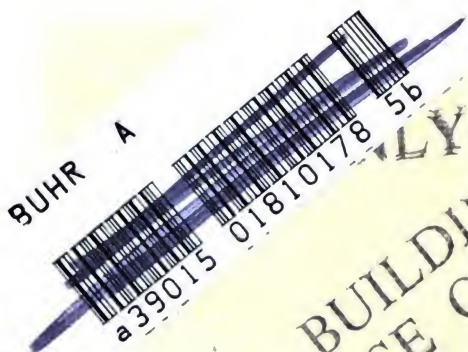
---







BUILDING  
USE ONLY



BUILDING  
USE ONLY

